



N° 4 - Juin 2011

Panorama au 6 juin 2011

## Éditorial

### Un printemps 2011 exceptionnellement chaud et sec

Ce printemps est exceptionnellement chaud et sec, plus que les printemps 1976, 1997 et 2003. Avril 2011 a été le deuxième mois d'avril le plus chaud depuis 1900, derrière avril 2007. En mai comme en avril, les températures quotidiennes dépassent les normales saisonnières, toutes les régions métropolitaines étant concernées. C'est aussi un printemps d'une faiblesse pluviométrique inhabituelle, notamment au nord de l'axe Bordeaux-Nancy. Selon Météo-France, du 1<sup>er</sup> mars au 31 mai, les précipitations sur l'ensemble de la France n'ont représenté que 46 % de la normale saisonnière. Pour chacune des régions Ouest, Nord et Sud-Ouest, l'écart à leur normale cumulé depuis le 1<sup>er</sup> mars est proche de - 70 %. Ce bas niveau de précipitations entraîne un état des réserves en eau des sols très bas par rapport à une année moyenne, à l'exception des zones localisées sur le pourtour méditerranéen (*Infos rapides Climatologie n° 6/12, juin 2011*).

L'impact de ces conditions météorologiques exceptionnelles se fait déjà sentir sur les productions végétales, mais pas de façon immédiate sur les productions animales. Pour les grandes cultures et fourrages, les premières

prévisions de rendement font état de reculs comparables à ceux de 2003. La croissance de l'herbe est stoppée alors qu'en année moyenne, elle présente une vitesse de pousse très élevée jusqu'à fin juin. Concernant les bovins, les prix ont commencé à baisser au cours de la troisième semaine de mai, la baisse la plus marquée concernant plutôt les vaches destinées à la viande. Les abattages de bovins se caractérisent par une très légère baisse du poids moyen des sujets abattus, mais ne subissent pas une inflexion à la hausse nette et instantanée.

Au niveau mondial, les particularités climatiques affectent les grandes cultures d'une partie de l'hémisphère Nord et impactent les marchés céréaliers et oléagineux mondiaux. Ceux-ci sont perturbés par l'inquiétude liée à des perspectives de récoltes limitées, d'abord à cause de l'humidité ayant affecté les semis de printemps en Amérique du Nord, puis par la sécheresse au sud des États-Unis et dans le nord de l'Europe. Cette inquiétude s'est ajoutée en avril aux incertitudes non encore levées concernant les exportations russes et ukrainiennes. Quant à la production oléagineuse mondiale, l'arrivée de la nouvelle

récolte sud-américaine compense la contraction prévue de l'offre nord-américaine. Par ailleurs, au niveau européen, la production de colza est incertaine.

Pour la France, selon les estimations du Service de la statistique et de la prospective au 1<sup>er</sup> juin 2011, les récoltes attendues pour 2011 de colza et d'orge d'hiver diminueraient. L'extension de la sole de colza d'hiver ne suffit pas à compenser la baisse de rendement. En 2011, les surfaces emblavées en blé tendre et orge de printemps progressent, contrairement à celles de protéagineux. Les soles de maïs grain et de maïs fourrage se stabilisent (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 4/10, juin 2011*).

Le contexte des marchés mondiaux a entretenu le haut niveau des prix céréaliers français entre mars et avril 2011. Ceux-ci restent deux fois plus élevés qu'en 2010 pour l'ensemble (+ 105 %), l'écart étant de + 114 % pour le blé tendre, de + 76 % pour le maïs, et de + 52 % pour le colza. La pause des prix des grandes cultures entre mars et avril tempère la progression de l'ensemble des prix agricoles à la production, de + 18 % par rapport

à avril 2010 (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires n° 6/10, juin 2011*).

Depuis le début de campagne 2010/2011, les prix français de la pomme de terre amorcent une forte remontée. De fait, la campagne de commercialisation précédente a été plutôt morose, les prix descendant à un niveau inférieur aux prix moyens entre 2004 et 2009. La production 2009/2010 a en effet augmenté par rapport aux précédentes, sous l'effet conjugué de surfaces et de rendements en hausse. La pomme de terre de conservation représente alors 75 % de la production totale. Malgré une baisse vers l'Espagne, principal débouché français, les exportations de pomme de terre ont augmenté, atteignant un niveau record. Le solde extérieur a augmenté par rapport à la campagne 2008/2009 en volume, contrairement au solde en valeur qui a diminué tout en restant favorable (*Campagne de pomme de terre 2009/2010 : production française en hausse et commerce extérieur plutôt favorable, Pomme de terre n° 2011/148, juin 2011*).

À deux mois de la fin de la campagne 2010/2011, les prix des vins français sont plus fermes que lors de la campagne 2009/2010, la hausse sur un an passant de + 4 % à + 8 % entre mars et avril 2011. La demande intérieure en vins d'appellation protégée et à indication géographique protégée augmente en effet, dans un contexte d'offre réduite surtout en vins rouges et rosés. Les exportations au premier trimestre 2011 progressent par rapport à 2010, notamment pour les vins AOP tranquilles et les champagnes. Depuis 2010, se développe le marché à l'exportation des vins de cépage sans indication géographique. Cette catégorie de vins a été introduite en 2009 par l'Organisation commune du marché vitivinicole pour soutenir la compétitivité des vins européens face aux vins dits du Nouveau-Monde sur ce segment de marché (*Marchés viticoles : offre réduite, et demande orientée à la hausse, Viticulture n° 2011/150*).

Pour les légumes, la baisse des prix sur un an décélère très nettement, pas-

sant de quasiment - 30 % en mars à - 16 % en mai. Le prix du concombre qui, après un début de campagne difficile dû à la forte concurrence européenne, avait rattrapé en avril celui de 2010, subit de nouveau une baisse importante (- 24 %) à cause des craintes avérées vaines, liées à la bactérie E.coli (*Infos rapides Concombre n° 2/5, mai 2011*). Le prix de la tomate est très inférieur au bon niveau de mai 2010 avec la vive concurrence des produits européens, et marocains encore présents, mais il se situe toutefois quasiment au niveau moyen des mois d'avril 2006-2010 (*Infos rapides Tomate n° 2/6, mai 2011*). La courgette poursuit sa campagne de commercialisation sur des prix qui baissent encore (- 40 % par rapport à mai 2010), à cause des prix attractifs de la courgette espagnole et une demande peu active (*Infos rapides Courgette n° 1/4, mai 2011*). En fin de campagne d'hiver, les prix d'avril du poireau, de l'endive et des salades ont stagné à un niveau inférieur de 30 % au niveau moyen 2006-2010.

En mai 2011, les prix des fruits d'été sont nettement plus bas qu'en 2010 (- 16 %). Pour les produits français, les campagnes de production sont plus précoces que les années précédentes à cause des températures chaudes du printemps. Pour la fraise, après un début de campagne de commercialisation favorable, la baisse du prix sur un an est plus forte qu'en avril (- 17 %) : le marché est difficile, faute de demande face à la montée des volumes due au climat. L'offre française est arrivée sur un marché dominé par la fraise espagnole qui a subi un retard de calendrier (*Infos rapides Fraise n° 2/4, mai 2011*). Pour la cerise, le prix de début de campagne subit une baisse sur un an encore plus forte que la fraise (- 31 %). Le verger diminue mais la production dépasserait celle de 2010, avec une récolte précoce dans toutes les régions (*Infos rapides Cerise n° 1/3, mai 2011*). Pour l'abricot, la récolte est hétérogène selon les variétés et les situations locales au début de la campagne de production, et reculerait par rapport aux précédentes. Le verger national d'abricotiers est stable depuis 2010 (*Infos rapides Abricot n° 2/4, juin 2011*). Pour la pêche et la

nectarine, la production diminuerait avec l'érosion des surfaces (*Infos rapides Pêche n° 2/5, juin 2011*). Pour la pomme et la poire, la campagne 2009/2010 se termine sur des cours restés soutenus après avoir atteint des niveaux élevés en début de campagne. Un écoulement des principaux fruits d'été plus fluide en 2010 qu'en 2009 a en effet permis un démarrage favorable de leur commercialisation. En fin de campagne, la gamme des variétés de poires commercialisées se rétrécit. Pour les fruits à pépins, l'année 2010 s'est caractérisée par une récolte limitée et la reprise des exportations (*En 2010, reprise des cours pour les fruits à pépins, Fruits n° 2011/149, juin 2011*). Fin avril, les stocks de poires très bas seraient inférieurs de 25 % à ceux de 2010, les poires d'hiver occupant l'essentiel des réserves (*Infos rapides Stocks pommes poires n° 8/10, mai 2011*).

Pour les animaux de boucherie, la hausse des prix sur un an s'accélère (+ 10 % en avril contre + 7 % en mars), avec la reprise des prix des porcins qui dépassent de 25 % ceux d'avril 2010, et de ceux des ovins (+ 5 %) après leur forte baisse en janvier et février. Pour les bovins, les prix des jeunes bovins et des gros bovins restent soutenus alors que ceux des broutards sont inférieurs à ceux de 2010. En mars 2011, la production bovine avait progressé grâce à la hausse des abattages et au développement des exportations de jeunes bovins mâles (+ 25 %). En avril, les abattages d'agneaux tirés par les fêtes de Pâques plus tardives ont progressé de près de 30 %. Les abattages de porcins en têtes continuent au contraire de baisser par rapport à 2010. En mars, les importations françaises de viande porcine ont peu diminué par rapport à 2010. Cette diminution a touché particulièrement les achats réalisés avec les pays tiers et le fort recul en provenance d'Italie a été plus que compensé par les échanges avec l'Allemagne. Au contraire, celles de viande ovine ont nettement baissé, notamment en provenance de Nouvelle-Zélande. En parallèle, à l'inverse de la consommation de viande porcine, la consommation de viande ovine s'est réduite, de même que celle

de viande bovine (*Infos rapides Animaux de boucherie n° 5/11, mai 2011*). La France importe un quart de sa consommation de viande bovine.

La plus grande partie des importations de l'Union européenne en viande bovine provient du Mercosur, troisième communauté de marché dans le monde. Les pourparlers actuels en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur suscitent la crainte d'une concurrence accrue des importations de viande bovine qui nuirait à la production européenne. La masse des importations à partir du Mercosur a en effet été quelque peu limitée par la chute en 2008 des exportations du Brésil, qui a suivi la réduction du nombre d'exploitations éligibles à l'exportation vers l'Union européenne. L'Argentine et le Paraguay ont aussi restreint leurs exportations à la suite de la sécheresse et de la décapitalisation de leurs troupeaux. La moindre participation du Mercosur aux disponibilités mondiales a été l'occasion pour les pays européens de baisser leurs importations. En outre, ils ont gagné des parts de marché en développant leurs exportations de viande bovine vers la Russie et la Turquie, mais aussi celles de bovins vivants vers les pays méditerranéens, en particulier le Liban (*Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine, Animaux de boucherie n° 2011/151, juin 2011*).

Depuis début 2011, les abattages de volailles augmentent. Déjà en 2010, la production de volailles, notamment de poulet, était plus forte qu'en 2009. La consommation de viande de volaille l'était également, contrairement à celle de viande de boucherie. L'augmentation de la consommation avait été très nette pour la dinde, après une année 2009 difficile (*Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2011*).

Quant à la pintade, sa production baisse continûment depuis plus de dix ans. Pour autant, la France tient le premier rang mondial en termes de production, de consommation et d'exportation. Si la pintade est moins attractive que le poulet du fait de son prix et d'une moindre visibilité en magasin, elle dispose toutefois de l'atout de la restauration hors domicile, principalement dans les restaurants. Le solde du commerce extérieur est positif tant en pintades vivantes qu'en viandes et préparations. Pour les éleveurs, la production de pintade est une production de diversification, complémentaire pour 93 % d'entre eux de l'élevage de poulets (*La production et la consommation de pintade sont en repli depuis plus de dix ans, Aviculture n° 2011/152, juin 2011*).

En avril, le prix du lait de vache se situe quasiment au niveau d'avril 2010, qui avait marqué une forte revalorisation. En mars 2011, dernier mois de la campagne laitière 2010/2011, la collecte de lait de vache s'est fortement accrue par rapport à mars 2010. Les éleveurs ont augmenté leur production suite à la hausse du prix du lait. Cependant, le déficit par rapport au quota national devrait dépasser le million de tonnes pour la campagne 2010/2011. Le déficit tient compte de l'augmentation de 2 % de la référence nationale pour la campagne qui vient de se terminer. En avril 2011, la collecte dépasserait de plus de 5 % celle d'avril 2010 (*Infos rapides Lait n° 5/11, mai 2011*).

En avril 2011, la hausse du prix d'achat des moyens de production agricole se stabilise : le prix d'achat de l'énergie et des engrais augmente moins qu'en mars. Les prix des aliments pour animaux poursuit cependant son envolée. En cumul sur la campagne 2010/2011 en cours, les livraisons d'engrais sont en nette reprise, après leur effondrement en 2009/2010. En février 2011,

les livraisons d'azote dépassaient encore celles de février 2010, les livraisons de phosphates et potasse étant, quant à elles, inférieures. Les prix des engrais simples azotés et phosphatés étaient sur une pente ascendante, tandis que celui des engrais potassiques se stabilisait à un niveau élevé. En mars, la production d'aliments composés a baissé, principalement pour les bovins qui ont été mis à l'herbe précocement (*Infos rapides Moyens de production n° 6/10, juin 2011*). Mais la production d'herbe s'est avérée déficitaire pour deux régions fourragères sur trois. L'indice de suivi des prairies, au 20 mai, se situe à un niveau très faible pour la saison, dans le Sud-Ouest, le Centre et le Nord-Est. La pousse d'herbe du mois de mai est très inférieure à la normale du fait de la sécheresse qui sévit sur les trois quarts du territoire national. Dans les régions les plus touchées, la campagne s'annonce difficile (*Infos rapides Prairies n° 2/7, mai 2011*).

En avril 2011, l'excédent agroalimentaire français se maintient à un niveau historiquement haut. C'est dû principalement au bond des exportations à prix fort des céréales et des oléagineux, qui deviennent le premier poste d'exportation, devançant les boissons. La performance des exportations céréalières françaises et la hausse importante des exportations de boissons ont été réalisées majoritairement avec les pays tiers. Grâce aux échanges avec eux, l'excédent en produits transformés progresse, effaçant son recul avec l'Union européenne. Depuis le début de l'année, le rythme de croissance des exportations reste soutenu, tandis que celui des importations ralentit depuis mars (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire n° 6/12, juin 2011*).

Christine Deroin

# Sommaire des synthèses

## Synthèses

Campagne de pomme de terre 2009/2010 : production française en hausse et commerce extérieur plutôt favorable <i>Pomme de terre</i>	7	H. Schoen
En 2010, reprise des cours pour les fruits à pépins <i>Fruits</i>	13	L. Bernadette
Marchés viticoles : offre réduite et demande orientée à la hausse <i>Viticulture</i>	17	A. Renaud
Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine <i>Animaux de boucherie</i>	21	A. Viguié
Production et consommation de pintade en repli depuis plus de dix ans <i>Aviculture</i>	25	C. Pendariès
<b>Organismes et abréviations</b>	<b>31</b>	
<b>Pour en savoir plus</b>	<b>33</b>	

## Liste des Infos rapides parues

<i>Abricot, n° 2/4, juin 2011</i>	L. Bernadette
<i>Animaux de boucherie, n° 5/11, mai 2011</i>	A. Egger, M.A. Lapuyade
<i>Aviculture, n° 6/11, juin 2011</i>	C. Pendariès
<i>Cerise, n° 1/3, mai 2011</i>	L. Bernadette
<i>Concombre, n° 2/5, mai 2011</i>	J. Fressignac
<i>Courgette, n° 1/4, mai 2011</i>	J. Fressignac
<i>Climatologie, n° 6/12, juin 2011</i>	H. Schoen
<i>Commerce extérieur agroalimentaire, n° 6/12, juin 2011</i>	H. Vigouroux
<i>Fraise, n° 2/4, mai 2011</i>	J. Fressignac
<i>Grandes cultures et fourrages, n° 4/10, juin 2011</i>	H. Schoen
<i>Lait, n° 5/11, mai 2011</i>	S. Cazeneuve
<i>Moyens de production, n° 6/10, juin 2011</i>	L. Lefebvre, A. Viguié
<i>Pêche, n° 2/5, juin 2011</i>	L. Bernadette
<i>Prairies, n° 2/7, mai 2011</i>	J.P. Cassagne
<i>Prix agricoles et alimentaires, n° 6/10, juin 2011</i>	C. Deroin
<i>Stocks pommes poires, n° 8/10, mai 2011</i>	L. Bernadette
<i>Tomate, n° 2/6, mai 2011</i>	J. Fressignac

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

[Retour éditorial](#)

## Campagne de pomme de terre 2009/2010 : production française en hausse et commerce extérieur plutôt favorable

***En France, au cours de la campagne 2009/2010, la production de pomme de terre a atteint sept millions de tonnes. Elle est en augmentation de 7 % par rapport à la campagne précédente et de 6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, sous l'effet conjugué de surfaces et de rendements en hausse. La pomme de terre de conservation représente les trois quarts de la production totale de pomme de terre. Malgré une baisse vers l'Espagne, qui reste notre principal client, les exportations de pomme de terre sont en augmentation (+ 6 % en un an) pour la campagne 2009/2010 et atteignent leur plus haut niveau. Le solde du commerce extérieur en volume est positif et en augmentation par rapport à la campagne précédente, et le solde en valeur reste favorable, bien qu'en diminution. Depuis le début de campagne 2010/2011, les prix français de la pomme de terre amorcent une forte remontée, après une campagne 2009/2010 plutôt morose, où ils étaient descendus à un niveau inférieur à la moyenne quinquennale.***

### **La production de pomme de terre de l'Inde connaît la plus forte progression de ces trente dernières années**

La culture de la pomme de terre se concentrait en Europe, en Amérique du Nord et dans la Communauté des états indépendants (ex-URSS) jusqu'au début des années 1990. Cependant depuis 2008, les pays en développement en produisent autant que les pays développés. Depuis 1992, la production mondiale a progressé de 18 % pour atteindre 330 Mt en 2009,

selon la FAO. Toutefois, les évolutions ont été différentes selon les pays producteurs : la Chine est passée de 38 millions de tonnes en 1992 à 69 millions de tonnes en 2009 (21 % de la production mondiale), soit une progression de + 83 %, devenant ainsi le premier producteur mondial de pomme de terre dès 1993, à la place de la Fédération de Russie qui perd 19 % durant la même période, et régresse au troisième rang des producteurs de pomme de terre à partir de 2008. L'Inde connaît la plus forte progression sur cette période

(+ 89 %), passant du sixième rang des pays producteurs en 1992 au deuxième rang à partir de 2008. À l'inverse, la production de l'Union européenne baisse de 24 % depuis 1992, pour tomber à 63 millions de tonnes en 2009. Cette diminution importante est essentiellement due à la Pologne, dont la production en 1992 représentait plus du quart de celle de l'UE : celle-ci est passée de 23 millions de tonnes en 1992 à un peu moins de 10 millions de tonnes en 2009, ne pesant plus que 15 % dans la production européenne de pomme de terre.

## La récolte française 2009/2010 de pomme de terre augmente

Avec 7,3 millions de tonnes produites lors de la campagne 2009/2010, la France est le troisième producteur européen en volume de pomme de terre. Sa production est en hausse de 7 % par rapport à la campagne 2008/2009 et représente 12 % des 60 millions de tonnes produites dans l'UE, l'Allemagne étant au premier rang avec une récolte de 11 millions de tonnes, devant la Pologne avec 9,7 millions de tonnes. Les Pays-Bas, avec 7,2 millions de tonnes, perdent leur 3<sup>e</sup> place au profit de la France. Pour la campagne 2010/2011, en cours d'achèvement, la production française de pomme de terre, estimée à 6,5 millions de tonnes, serait en retrait de 9 %.

La pomme de terre de conservation est la plus cultivée en France. La production s'élève à 5,4 millions de tonnes pour la campagne 2009/2010, soit 75 % de la récolte totale de pommes de terre. Elle est en augmentation de 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes qui s'élève à 5,0 millions de tonnes. La récolte de pomme de terre de féculerie est de 1,2 million de tonnes pour la campagne 2009/2010, soit au même niveau

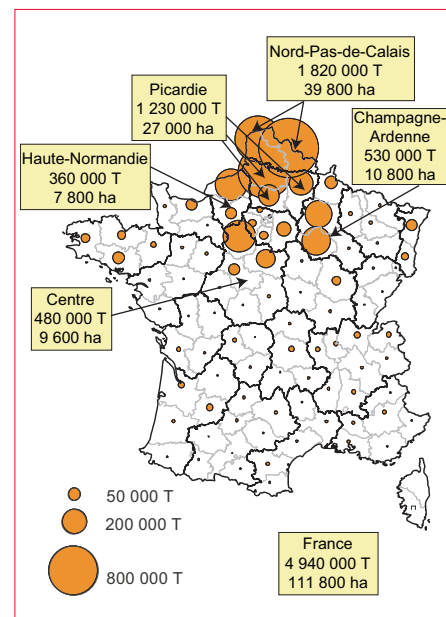
que celle de la campagne précédente, mais en baisse de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Près de 170 000 tonnes de pomme de terre primeur ont été produites lors de cette campagne dans les régions françaises de production. Sur 164 000 hectares de pomme de terre en France, 117 000 hectares sont plantés en pomme de terre de conservation, et 23 000 ha en pomme de terre de féculerie. Les surfaces totales plantées ayant augmenté de 3 % par rapport à la moyenne des dix dernières campagnes (1999-2009) et les rendements de 6 %, la récolte a progressé de 9 %.

## La production française de pomme de terre se concentre dans les régions du Nord

Le Nord-Pas-de-Calais est la première région productrice de pomme de terre de conservation et demi-saison. Elle représente aujourd'hui 38 % de la production française de pomme de terre de conservation et demi-saison devant la Picardie avec 24 %. Ces deux régions occupent également une place importante dans les approvisionnements destinés à l'industrie. La Beauce, la Champagne et la Normandie sont les trois autres territoires importants, plus

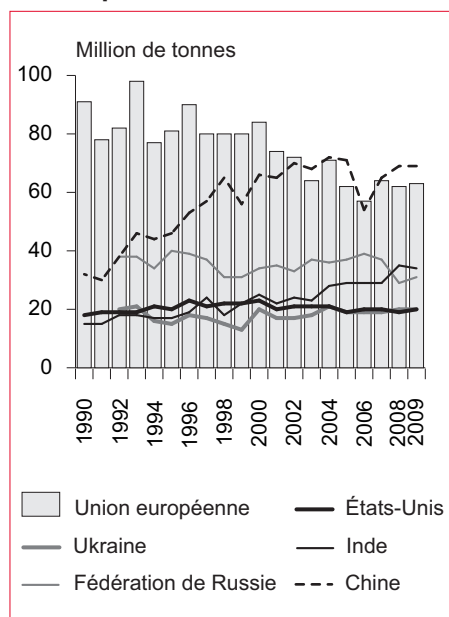
orientées vers le marché du frais. La pomme de terre primeur est issue de différents bassins de production que sont le Val de Loire, la Bretagne, le Bassin Rhône-Méditerranée, le Grand Sud-Ouest et la Normandie.

## Production de la pomme de terre concentrée dans le Nord



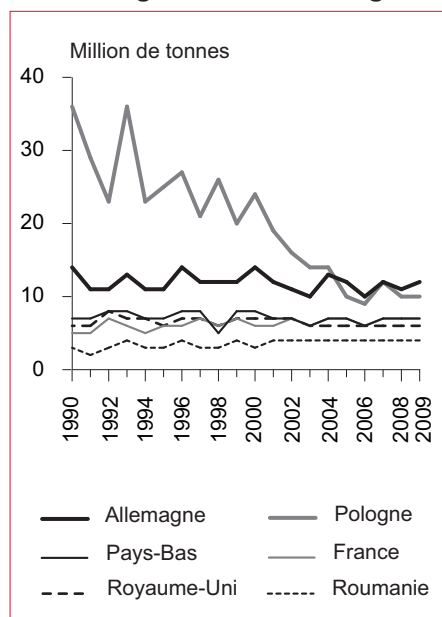
Source : Agreste - Statistique agricole annuelle

## Depuis trois ans, la production européenne de pomme de terre évolue peu



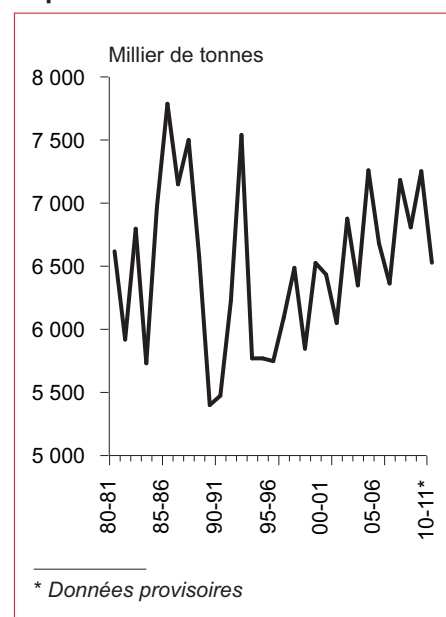
Source : FAO

## La récolte de pomme de terre de la Pologne a chuté en vingt ans



Source : FAO

## La production française de pomme de terre suit une tendance à la hausse depuis les années 1990



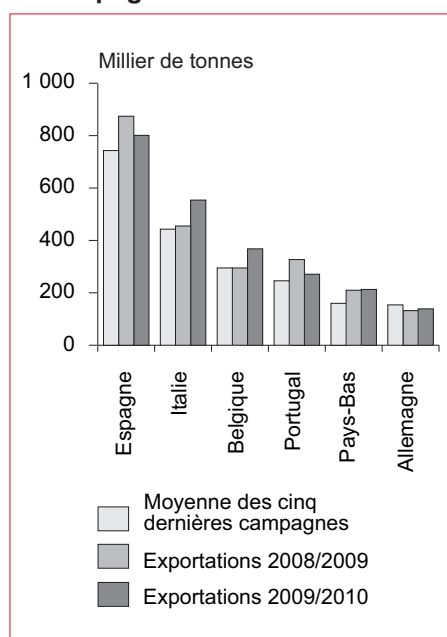
Source : Agreste

## Une campagne industrielle 2009/2010 en retrait

Selon le Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre (GIPT), l'approvisionnement des industriels français a atteint 1 Mt de pommes de terre pour la campagne 2009/2010, contre 1,1 Mt la campagne précédente, soit une baisse de 6,5 %. En termes de débouchés, 62 % des pommes de terre entrées en usine sont transformées en produits surgelés. La consommation apparente des produits finis à base de pomme de terre, tous circuits de consommation confondus, est en léger retrait (- 3 %) par rapport à la campagne précédente, mais reste toutefois à un haut niveau (830 milliers de tonnes).

Toujours selon le GIPT, 1 023 milliers de tonnes de pomme de terre (contre 1 147 en 2008/2009) ont été travaillées, pour produire 249 milliers de tonnes de fécule (contre 243 en 2008/2009). Pour la campagne 2010/2011, en cours d'achèvement, la production de fécule descendrait à 203 milliers de tonnes, soit une baisse de 16 %.

## Baisse des volumes de pomme de terre à destination de l'Espagne



Source : DGDDI (Douanes)

## Une campagne 2010/2011 qui s'annonce satisfaisante pour la production de plants de pomme de terre

En 2010/2011, les surfaces de plants de pomme de terre ont augmenté de 4 %, totalisant 16,8 milliers d'hectares. Toutefois, les tonnages certifiés sont inférieurs ou équivalents à ceux de la campagne précédente en raison de rendements très hétérogènes.

À mi-chemin, la campagne de commercialisation 2010/2011 se révèle satisfaisante pour les plants de pomme de terre. Ceux-ci ont enregistré des exportations record entre septembre et mars et de bonnes réservations pour les ventes sur le marché intérieur français.

De plus, les cours haussiers de la pomme de terre de consommation ont entraîné dans la foulée ceux des plants. Ainsi, entre août et octobre 2010, le prix moyen des plants, toutes destinations et variétés confondues, a avoisiné 410 € la tonne, contre 360 € un an plus tôt. Vers certains pays, il a grimpé jusqu'à 500 €.

Sur les neuf premiers mois de la campagne 2010/2011, les quatre principaux pays importateurs de plants de pomme de terre français sont les Pays-Bas, l'Espagne, l'Égypte et la Tunisie qui totalisent la moitié des exportations françaises dont le volume augmente de 3 % par rapport au neuf premiers mois de la campagne précédente.

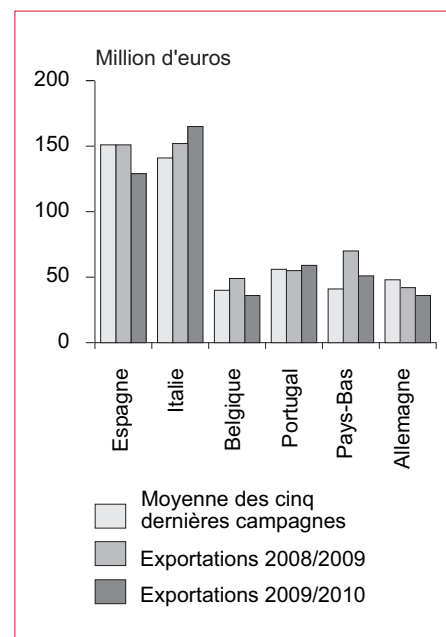
## Les exportations françaises de pomme de terre au plus haut niveau pour la campagne 2009/2010

Avec 2,8 millions de tonnes exportées lors de la campagne 2009/2010 (y compris la pomme de terre transformée en équivalent pomme de terre fraîche), la France est le troisième exportateur européen de pomme de terre, derrière les Pays-Bas (5,3 millions de tonnes) et l'Allemagne (4,6 millions de tonnes). Les exportations françaises de pomme de terre atteignent leur plus haut niveau, avec une hausse de 6 % par rapport à la campagne 2009/2010 et de 17 % par rapport à la moyenne des cinq dernière-

res campagnes. La quasi-totalité, soit 95 %, est réalisée à destination des pays de l'Union européenne. Durant la campagne 2009/2010, les exportations de pomme de terre vers l'Espagne, diminuent de 74 milliers de tonnes par rapport à la précédente campagne. L'Espagne représente 28 % des exportations de pomme de terre française (801 milliers de tonnes) et maintient de loin sa première place de client. L'Italie est le deuxième pays importateur de pomme de terre française avec 554 milliers de tonnes (+ 99 milliers de tonnes par rapport à la campagne 2008/2009). Viennent ensuite la Belgique avec 368 milliers de tonnes et le Portugal avec 271 milliers de tonnes. La pomme de terre de conservation représente 73 % du total des exportations de pomme de terre pour la campagne 2009/2010, soit 2,1 millions de tonnes. Elles sont en augmentation de 9 % par rapport à la campagne précédente et de 25 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Pour l'industrie de transformation, dont les exportations représentent 21 % de l'ensemble des exportations de pomme de terre, les principaux clients sont l'Italie (31 %), l'Espagne (21 %) et les Pays-Bas (19 %).

## L'Italie reste le meilleur client en valeur



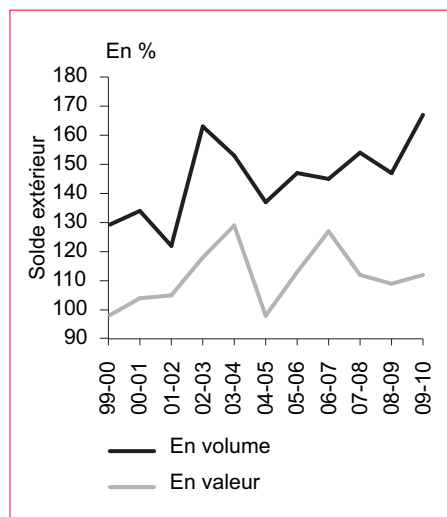
Source : DGDDI (Douanes)

## Les importations françaises de pomme de terre au contraire en baisse

Les importations en volume sont en baisse de 124 milliers de tonnes (- 7 %) et restent nettement inférieures aux exportations. Cette diminution est due quasi exclusivement à la baisse des importations de pomme de terre de conservation qui perdent 122 milliers de tonnes. Sur la campagne 2009/2010, les importations totales de pomme de terre s'élèvent à 1,7 million de tonnes. La pomme de terre transformée représente 79 % des importations, soit six points de plus que pour la campagne précédente. Suit la pomme de terre de conservation avec 16 % des importations.

Le taux de couverture en volume est de 167 % en 2009/2010, contre 147 % en 2008/2009 pour l'ensemble des pommes de terre, transformées et non transformées. Cependant, il est

**Pour la campagne 2009/2010, la balance commerciale de la pomme de terre est excédentaire : elle s'accroît en volume, mais reste stable en valeur**



Source : DGDDI (Douanes)

contrasté entre la pomme de terre de conservation et la pomme de terre transformée, avec des valeurs respectives de 780 % et 44 %. Le déficit du taux de couverture en volume, constaté sur les échanges de pomme de terre transformée, a tendance à s'accroître. Il augmente d'un point par rapport à 2008/2009 et de cinq points par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes.

Alors que le bilan de la campagne 2009/2010 est en nette augmentation en volume, la progression est moins importante en valeur, puisque l'excédent s'élève à 64 M€ (52 M€ pour la campagne 2008/2009), avec un taux de couverture de 112 %, en hausse de trois points. Si le solde du commerce extérieur en valeur de pomme de terre a peu progressé lors de la campagne 2009/2010, malgré sa forte augmentation en volume, cela est dû à la pomme de terre transformée, dont le solde du commerce extérieur, en déficit depuis plusieurs campagnes, s'est légèrement aggravé.

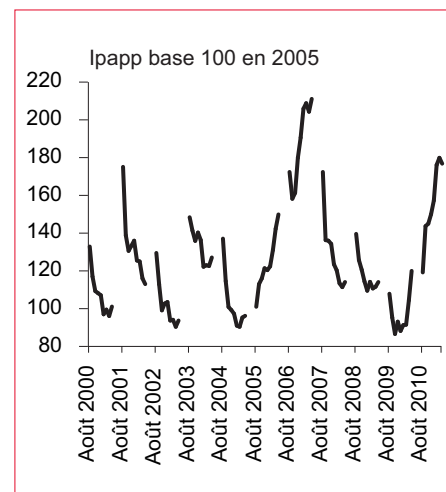
La tendance générale sur les dix dernières campagnes, pour l'ensemble des pommes de terre, reste plutôt à l'augmentation de l'excédent en volume et en valeur.

**Les prix ont continué de baisser pour la campagne 2009/2010, mais amorcent une forte remontée depuis le début de la campagne 2010/2011**

Selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), le prix de la pomme de terre de la campagne 2009/2010 est descendu en dessous du niveau de la campagne précédente. Il est inférieur de 17 % à celui de la campagne 2008/2009 dont les prix étaient déjà en baisse par rapport à la campagne de 2007/2008. Il est inférieur de 26 % à l'indice moyen

des cinq dernières campagnes. Le prix moyen de la campagne 2009/2010 de la bintje – calibre 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie, et principale variété produite en France – est inférieur de 10 % à celui de la campagne précédente et de 18 % par rapport au prix moyen des cinq dernières campagnes. Ceci s'explique par la production de la campagne 2009/2010, plus élevée qu'en 2008/2009 (+ 7 %), sur le marché volatil de la pomme de terre, une production plus élevée favorisant des prix plus bas, et inversement. Depuis le début de la campagne 2010/2011, dans un contexte de retrait de la production, les cours de la pomme de terre de conservation sont plutôt favorables. En effet, la tendance est à une forte hausse et le prix moyen de la bintje d'août 2009 à février 2010 a plus que doublé pour la même période de la campagne 2010/2011, passant de 12,10 €/q à 27,6 €/q.

**Prix de la pomme de terre : baisse pour la campagne 2009/2010, mais forte augmentation en début de campagne 2010/2011**



Sources : Agreste, Insee



## Sources et définitions

### Sources

- Statistique agricole annuelle
- Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
- Groupement national interprofessionnel des semences et plants
- Comité interprofessionnel de la pomme de terre
- DGDDI : données de commerce extérieur

### Définitions

- Les pays en développement (PED) se définissent par opposition aux pays développés. Les pays développés, qui font référence à un développement économique, comprennent les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), les pays de l'Europe de l'Est, de l'Europe centrale et de la CEI (Communauté des états indépendants). L'ensemble des pays qui ne font pas partie de ces pays développés sont classés dans les PED.
- La pomme de terre de transformation comprend la féculerie et les produits transformés (frites, congelés, séchés, flocons, etc.). La pomme de terre de conservation concerne les pommes de terre à l'état frais ou réfrigéré, à l'exclusion des primeurs et des semences.
- Pour définir le prix de la pomme de terre, on utilise la bintje, qui est la principale variété de pommes de terre produites en France. Son calibre principal est de 40 à 70 mm, logée en sac de 10 kg, lavée, départ Nord-Picardie.

## Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Infos rapides Grandes cultures et fourrages, paraissant chaque mois sauf en janvier et mars.
- « Campagne de pomme de terre 2008/2009 : production française et commerce extérieur en léger retrait », Synthèses Pomme de terre n° 2010/114, juin 2010.
- « Campagne de pomme de terre 2007/2008 : poursuite de l'excédent commercial en frais et du déficit en produits transformés », Synthèses Pomme de terre n° 2009/58, janvier 2009.
- « Forte hausse de la production de pomme de terre mais baisse limitée des prix », Synthèses Pomme de terre n° 2008/26, juin 2008.

[Retour éditorial](#)

## En 2010, reprise des cours pour les fruits à pépins

***La campagne 2010 s'est inscrite pour les fruits à pépins, pomme et poire, sous le signe d'une récolte modérée et d'une reprise des exportations. La commercialisation des principaux fruits d'été a été plus fluide qu'en 2009, permettant à la pomme ou à la poire de bien démarrer leur campagne. Les cours de la pomme et de la poire ont débuté à des niveaux élevés et se sont maintenus globalement à des niveaux corrects pendant le reste de la campagne.***

### **Volume de récolte modéré en 2010**

En 2010, la surface du verger français de pommiers a subi une baisse de 8 % par rapport à la moyenne des surfaces 2005-2009. Malgré des rendements en légère hausse, la récolte 2010 est inférieure de 2 % à la moyenne des récoltes 2005-2009.

La récolte du verger français de poiriers est inférieure de 11 % à la moyenne des récoltes 2005-2009, expliquée par une baisse sur la même période des surfaces (- 12 %). La poire a été affectée également par un recul de ses rendements en 2010 par rapport à 2009. Ce recul est causé par un phénomène d'alternance suite à la bonne récolte de 2009, des conditions climatiques défavorables au printemps et des attaques accrues de ravageurs et maladies en été.

Au niveau européen, les dernières prévisions de Prognosfruit d'août 2010 prévoyaient une diminution de la récolte 2010 par rapport à la récolte moyenne 2005-2009, de 7 % pour la pomme et de 15 % pour la poire. Les productions des principaux pays seraient toutes en recul.

### **Commerce extérieur de la pomme plus dynamique en 2010, après un fort recul en 2009**

Après la chute des exportations de pomme en 2008 et 2009, les ventes reprennent en 2010 (+ 4 % par rapport à 2009). Cependant, ce rebond est modeste et elles ne parviennent pas à rattraper le niveau moyen des cinq dernières années (- 4 %). La situation est contrastée entre les exportations à destination de l'Union européenne (- 13 % par rapport au

niveau moyen 2005-2009) et celles à destination des pays tiers (+ 26 %). Les exportateurs français de pomme développeraient en effet leurs parts de marché dans les pays tiers, dont l'importance dans les échanges avec la France progresse par rapport aux campagnes précédentes : près de 30 % des exportations leur ont été destinées, sur la période d'août 2010 à janvier 2011, contre 20 % les années précédentes sur la même période.

Sur le marché à l'exportation de la poire, la répartition UE-pays tiers évolue de la même manière : les exportations à destination de l'UE stagnent par rapport à la campagne précédente et restent en deçà de la moyenne quinquennale (- 16 %), alors que celles vers les pays tiers bondissent de + 68 % en un an.

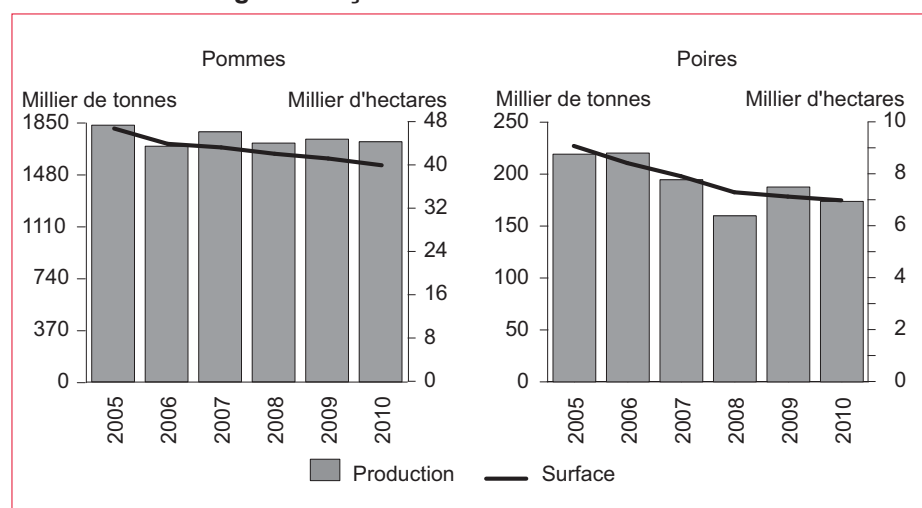
Malgré de faibles productions européennes de pomme et de poire en 2010, le marché européen semble toujours aussi concurrentiel et a pour conséquence une hausse des importations françaises de pommes européennes (+ 7 % en 2010 par rapport à 2009).

### Bonne tenue des cours

La campagne 2010/2011 de pomme débute en août avec des volumes modérés. L'indice des prix de vente à la production d'août est d'emblée au-dessus de la moyenne 2005-2009

(+ 27 %), malgré une faible demande. En octobre, les sorties sont estimées plus faibles qu'en 2009, sans doute expliquées par les conflits sociaux. L'indice d'octobre dépasse néanmoins de 18 % le niveau moyen sur cinq ans. En novembre, les sorties rebondissent, tirées favorablement par les exportations, alors que le marché intérieur à la consommation reste calme. La demande de la transformation est par ailleurs soutenue en raison d'un déficit de pomme sur le marché européen. En décembre, l'activité est ralentie comme à l'habitude pour les fêtes de fin d'année. Début 2011, le marché redémarre, toujours soutenu par un courant régulier à l'exportation. Le marché est plus difficile pour la variété Golden, surtout pour les petits calibres. En fin de campagne, les prix à la production agricole sont toujours au-dessus de la moyenne 2005-2009 (+ 11 % en avril 2011).

### En 2010, récolte modeste de pomme et de poire dans un contexte de réduction des vergers français



Source : Agreste

### Reprise des exportations de pomme

Unité : tonne

	Août 2010 - Février 2011	n/n - 1	n/moy. quinq.
Importations	80 211	+ 14 %	+ 17 %
dont UE	66 602	+ 7 %	+ 19 %
dont pays tiers	13 609	+ 65 %	+ 8 %
Exportations	466 414	+ 4 %	- 4 %
dont UE	367 630	+ 3 %	- 13 %
dont pays tiers	138 784	+ 9 %	+ 26 %
Solde commercial	386 203	+ 3 %	- 7 %
dont UE	301 028	+ 2 %	- 18 %
dont pays tiers	125 175	+ 5 %	+ 29 %

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

### Forte augmentation des exportations de poire vers les pays tiers

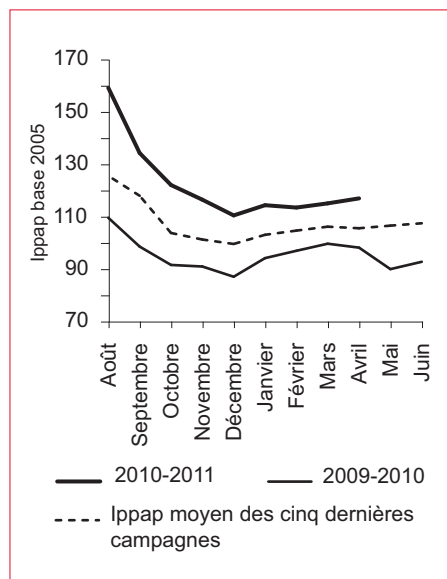
Unité : tonne

	Août 2010 - Février 2011	n/n - 1	n/moy. quinq.
Importations	85 112	- 3 %	+ 13 %
dont UE	78 615	- 5 %	+ 16 %
dont pays tiers	6 498	+ 39 %	- 15 %
Exportations	32 048	+ 13 %	- 4 %
dont UE	23 074	+ 0 %	- 16 %
dont pays tiers	5 251	+ 68 %	+ 58 %
Solde commercial	- 53 064	- 10 %	+ 26 %
dont UE	- 55 541	- 7 %	+ 38 %
dont pays tiers	- 1 247	+ 258 %	- 223 %

Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

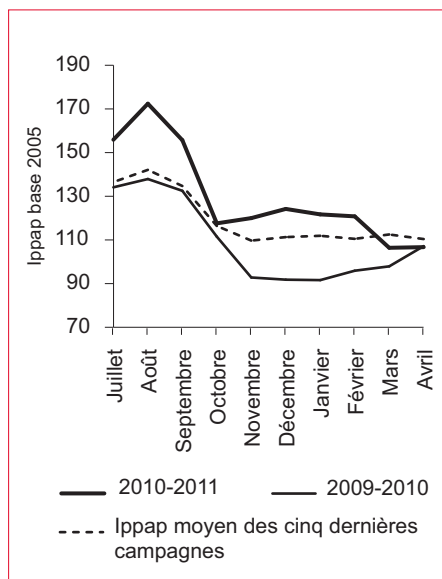
Les premiers volumes significatifs de poire d'été ont été commercialisés fin juillet. En ce début de campagne, l'indice des prix à la production agricole (Ippap) de juillet est supérieur de 14 % à la moyenne 2005-2009. En octobre, le marché est peu actif pour les variétés d'automne, en partie à cause des mouvements sociaux. L'Ippap d'octobre retrouve un niveau proche de la moyenne quinquennale mais présente des disparités selon les variétés : + 7 % pour la poire d'été et - 1 % pour la poire d'automne. Pour la variété d'automne Conférence, la concurrence de l'ensemble Belgique-Luxembourg pèse sur ses cours. En novembre, le marché redémarre, surtout pour cette dernière pour les lots de qualité. En décembre, la demande est suivie pour la variété Doyenne du Comice, plus sélective en qualité pour la variété Conférence. En début d'année 2011, le marché de la poire d'hiver est dynamique. Les prix à la production agricole de février sont supérieurs de 9 % à la moyenne 2005-2009. Malgré la baisse des cours en fin de saison, la campagne de poire 2010/2011 est jugée satisfaisante par les professionnels.

**Campagne de pomme 2010-2011 : prix au-dessus de la moyenne**



Sources : Agreste, Insee

**Campagne de poire 2010-2011 : prix soutenus pour les poires d'été**



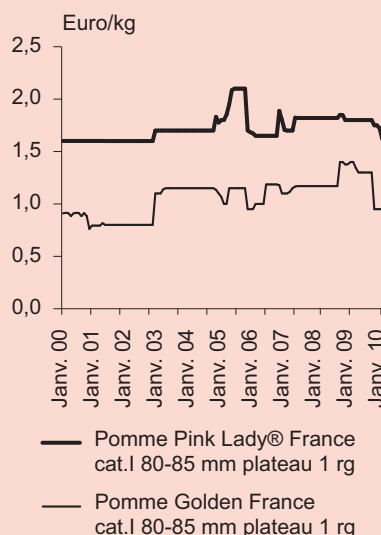
Sources : Agreste, Insee

**Des cours en général plus élevés pour les pommes club que pour les pommes standard**

Les cours des pommes Club sont en général plus élevés et plus stables que d'autres pommes standard, les variations de prix étant davantage amorties sur une longue période, du moins au niveau du marché de gros de Rungis. Les pommes club les plus connues sont les pommes Pink Lady® ou Tentation®.

Le club est une association qui réunit des acteurs d'une filière de l'amont à l'aval, liés entre eux par un système de licences et de contrats, mais aussi par une stratégie commerciale commune. La production, le conditionnement ainsi que la distribution doivent respecter un cahier des charges garantissant un niveau qualitatif élevé du produit par rapport à d'autres pommes standard. La démarche club permet en principe à leur filière une maîtrise de la production et une segmentation du marché.

**Sur le marché de gros de Rungis, bonne tenue des prix de la pomme club Pink Lady® par rapport à la Golden**



Source : Réseau des nouvelles des marchés

### Sources et données

- DGDDI (Douanes) : données de commerce extérieur
- Agreste, Insee : indice des prix des produits agricoles à la production
- Enquête de Conjoncture Fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistiques Agricoles Annuelles, Agreste, SSP : données historiques de productions et surfaces
- Prognosfruit : prévisions de productions européennes

### Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Début de commercialisation plus fluide qu'en 2009 », Infos rapides Fruits-Pomme n° 6/6, novembre 2010
- « Faiblesse de l'offre, marché peu actif », Infos rapides Fruits-Poire n° 4/4, novembre 2010
- « Stocks de pommes et poires estimés plus bas que ceux de 2009 », Infos rapides Stocks pommes poires n° 6/10, mars 2011
- « Fruits et légumes : intempéries, importations limitées avec des prix en hausse en 2010 » Synthèses Fruits n° 2010/130, octobre 2010
- « Bonne tenue des cours des poires d'été dans le contexte de déclin du verger français » Synthèses Fruits n° 2010/124, septembre 2010

# PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Viticulture

Synthèses avril n° 2011/150

[Retour éditorial](#)

## Marchés viticoles : offre réduite, et demande orientée à la hausse

**À deux mois de la fin de campagne 2010/2011, la conjoncture des marchés viticoles semble poursuivre sa tendance à l'amélioration. La demande intérieure en vins d'appellation d'origine protégée et à indication géographique protégée augmente, dans un contexte d'offre réduite surtout en vins rouges et rosés. Au premier trimestre 2011, les exportations progressent par rapport à 2010, notamment pour les vins AOP tranquilles et les champagnes. Les prix des vins sont plus fermes que lors de la campagne 2009/2010.**

La récolte française de vins et moûts de 2010 atteindrait 45,4 millions d'hectolitres (Mhl), d'après les déclarations de récolte enregistrées au 16 juin 2011 par la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI). La production baisserait de 2,9 % par rapport à 2009, de 2,3 % pour les vins blancs et de 3,4 % pour les vins rouges et rosés. En parallèle à ce repli de l'offre, la demande s'oriente globalement à la hausse par rapport à 2009/2010.

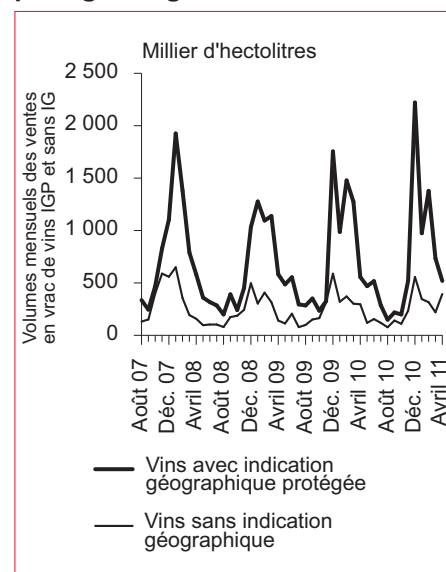
### Les ventes en vrac de vins IGP sont plus dynamiques qu'en 2009/2010

Après 41 semaines de campagne 2010/2011, les ventes en vrac cumulées pour les vins à indication géographique protégée (IGP) sont mieux orientées qu'en 2009/2010. Elles ont été particulièrement actives au cours de la première moitié de campagne.

Cette forte avance de commercialisation, concernant surtout les vins IGP Pays d'Oc, qui représentent plus de 90 % des volumes vendus de vins IGP, semble toutefois se réduire peu à peu après le pic observé en décembre. D'août à décembre 2010, avec 3,3 Mhl, les ventes de vins IGP distançaient de 12 % celles de 2009. Au bout de 41 semaines de campagne, elles dépassent légèrement les volumes écoulés en 2009. Les ventes de vins IGP rouges et rosés marquent le pas, en relation avec les disponibilités limitées, tandis que celles de vins blancs progressent de 1,7 % par rapport à 2009/2010.

Pour les vins sans IG, les ventes reculent de presque 5 % par rapport à la campagne précédente. Ce retrait concerne surtout les vins rouges et rosés dont les volumes commercialisés diminuent de 8 % par rapport

### Par rapport à la campagne 2009/2010, les ventes en vrac de vins avec indication géographique protégée augmentent



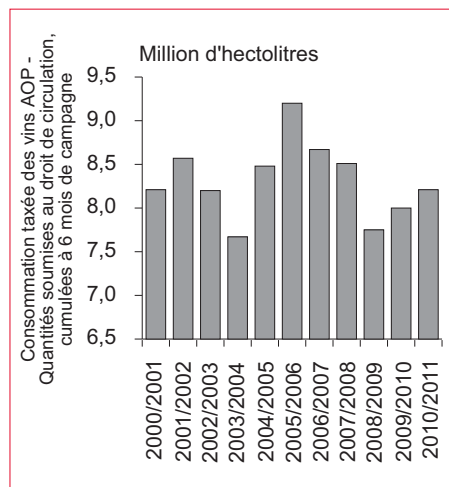
Source : FranceAgriMer - Contrats d'achats

à 2009/2010, à 41 semaines de campagne.

### Nette augmentation des prix des vins rouges et rosés IGP et sans IG

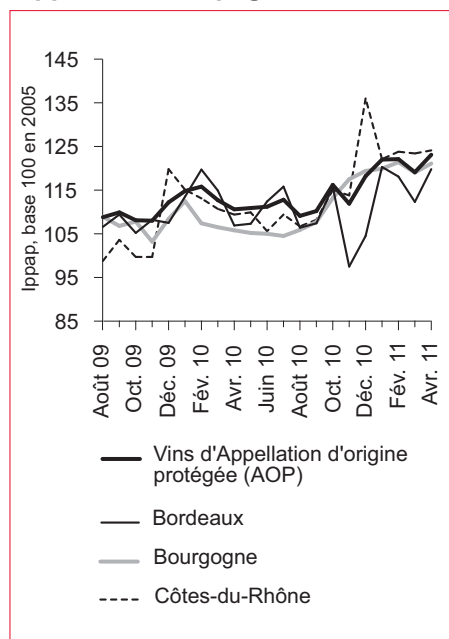
Pour la catégorie IGP, les vins rouges et rosés se valorisent mieux que l'an dernier : leurs prix s'accroissent de

### Progression de la consommation des vins d'appellation d'origine protégée, comparable aux niveaux des campagnes 2000/2001 et 2002/2003



Source : DGDDI (Douanes)

### Vins AOP : hausse des prix par rapport à la campagne 2009/2010



Sources : Insee, Agreste

19 % par rapport à 2009/2010, en moyenne sur les 41 premières semaines de campagne, se situant à 5 €/°hl. Les prix des vins blancs augmentent légèrement, en moyenne à 6,70 €/°hl. En raison de la faiblesse des quantités disponibles sur le marché, le prix des vins sans IG rouges et rosés bondit (+ 21 % par rapport à 2009/2010, à 4,40 €/°hl, en moyenne des 41 premières semaines de campagne). Au contraire, celui des vins blancs sans IG recule, poussé à la baisse par la mise en marché de vins en provenance de Charente.

### Vins AOP : consommation et prix en hausse

À six mois de campagne 2010/2011, la consommation taxée de vins AOP qui correspond aux quantités de vins soumises au droit de circulation, progresse de 2,7 % par rapport à 2009/2010, et se situe à un niveau équivalent au début des campagnes 2000/2001 ou 2002/2003. Elle atteint 8,2 MhL. Ainsi, la reprise du marché intérieur des vins d'appellation semble s'amorcer, et les prix augmentent. En moyenne depuis le début de campagne, l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) des vins AOP hors champagnes, calculé à partir des vins vendus en vrac, demeure 5 % au-dessus de sa valeur de l'an dernier. Les prix des vins de Côtes-du-Rhône sont dynamiques (+ 11 % par

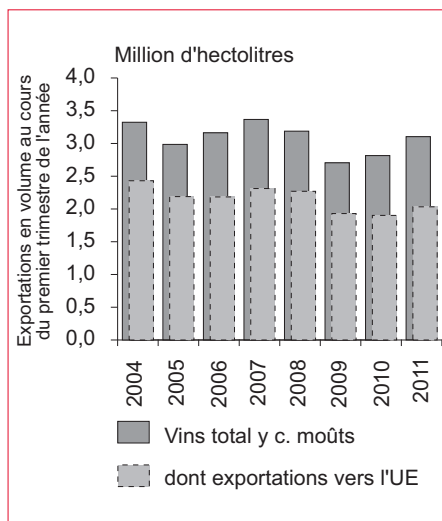
rapport à 2009/2010), ainsi que ceux des vins de Bourgogne (+ 8 %). Les prix des vins de Bordeaux augmentent faiblement.

### Exportations de vins : la tendance à la reprise se consolide

Le cumul des volumes de vins exportés d'août 2010 à mars 2011 dépasse de 10 % le même cumul de 2009/2010. La reprise des exportations de vins initiée en 2010 semble se confirmer début 2011. Au premier trimestre 2011, les exportations de vins (y c. moûts) s'accroissent de 10 % par rapport à 2010. En valeur, elles augmentent de 21 %. La reprise demeure plus nette à destination des pays tiers que vers l'Union européenne.

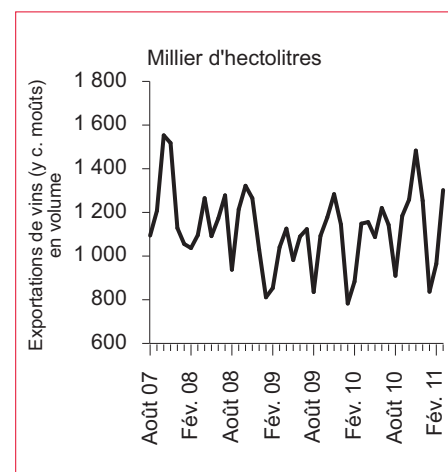
Début 2011, les exportations totales de vins AOP tranquilles augmentent de 11 % (+ 23 % en valeur) par rapport au début de l'année 2010, en particulier grâce au dynamisme des vins de Bordeaux (+ 27 %) qui représentent plus du tiers des volumes en AOP exportés au premier trimestre. Les volumes exportés de champagnes augmentent de 20 % par rapport au premier trimestre 2010. Leur valorisation s'accroît de 32 %. Malgré ce rattrapage, les volumes de vins exportés au premier trimestre 2011 se situent encore en dessous (- 8 %) de ceux d'avant crise, en début d'année 2007.

### Reprise des exportations de vins au 1er trimestre 2011



Source : DGDDI (Douanes)

### Le cumul des exportations de vins d'août 2010 à mars 2011 dépasse de 10 % le même cumul 2009/2010



Source : DGDDI (Douanes)

## Développement du marché à l'exportation des vins sans indication géographique mentionnant un cépage

Pour l'année 2010, les volumes exportés de vins sans indication géographique (IG) avec mention de cépage représentent, avec 741 milliers d'hectolitres, 31 % du total des vins sans IG, et 5 % du volume total de vins exportés.

Cette catégorie de vins a été introduite à partir de la récolte 2009, conformément à l'Organisation commune de marchés vitivinicole de 2008 instaurant une nouvelle segmentation du marché. Les vins sans IG peuvent porter la mention du cépage et du millésime sur leur étiquette. Cette catégorie aurait notamment pour vocation d'être valorisée à l'exportation, et d'accroître la compétitivité des vins français pour ce segment de marché, au niveau mondial, face à l'essor des « vins du nouveau monde ».

Les exportations de vins sans IG mentionnant un cépage se développent en volume. Entre le premier trimestre 2010 et le premier trimestre 2011, elles progressent de 69 %, atteignant 0,23 Mhl. Les exportations des autres vins sans IG augmentent aussi (+ 38 %) à 0,45 Mhl. Dans le même temps, celles de vins à indication géographique protégée (IGP) se rétractent de 8 % à 0,93 Mhl. En

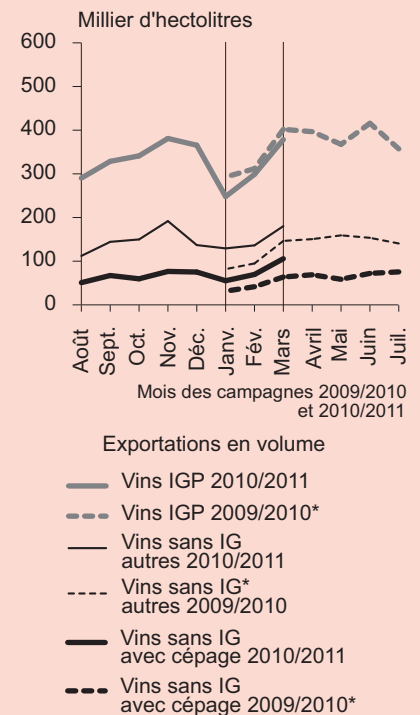
valeur, les exportations de vins de cépage sans IG s'amplifient aussi (+ 45 %, à 39 millions d'euros), tandis que la valorisation des autres vins sans IG diminue. Pour les vins IGP, le retrait est moins marqué en valeur (- 2 %, à 170 millions d'euros) qu'en volume. Les vins sans IG avec mention de cépage sont en majorité exportés vers l'Union européenne (76 % en 2010). Pour comparaison, 67 % des exportations totales des vins français sont destinées à l'UE. Entre le premier trimestre 2010 et le premier trimestre 2011, les ventes de vins sans IG mentionnant un cépage, à destination de l'UE ont doublé. Vers les pays tiers, elles sont stables.

La France est également importatrice de vins sans IG avec cépage. En 2010, leur volume, s'élevant à 0,37 Mhl, représente 6 % des importations totales de vins. Plus globalement, le total des vins sans IG compte pour 70 % des importations françaises de vins.

Sur le marché intérieur, selon FranceAgriMer, les transactions en vrac de vins sans IG mentionnant un cépage représentent le quart des transactions de vins sans IG, à neuf mois de campagne. Leurs prix sont, selon la couleur, de 10 à 12 % plus

élevés que ceux des vins sans IG sans mention du cépage.

### Au premier trimestre 2011, les exportations de vins sans IG dépassent celles de 2010



\* Données 2009/2010 disponibles à partir de janvier 2010.

Source : DGDDI (Douanes)



### Sources

- Les données de productions et de surfaces proviennent de la statistique agricole annuelle (SSP).
- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation, sont fournis par FranceAgriMer sur [www.onivins.fr/](http://www.onivins.fr/)
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : [www.douane.gouv.fr/](http://www.douane.gouv.fr/)
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits Indirects (DGDDI).

### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En 2010, le commerce extérieur des vins se redresse », Synthèses Viticulture n° 2011/141, mars 2011
- « Marché viticole : des prix en reprise » ; Synthèses Viticulture n° 2010/134, décembre 2010
- « Un potentiel de récolte estimé à 45,7 millions d'hectolitres », Infos rapides n° 5, novembre 2010
- « Un potentiel de récolte estimé à 45,8 millions d'hectolitres », Infos rapides n° 4, octobre 2010
- « Marchés viticoles : une demande plus dynamique », Synthèses Viticulture n° 2010/115, juin 2010

[Retour éditorial](#)

## Le Mercosur, source dominante des importations européennes de viande bovine

***La plus grande partie des importations européennes de viande bovine provient du Mercosur. Leur importance s'est un peu réduite après la chute des expéditions du Brésil en 2008, due à la limitation du nombre d'exploitations éligibles à l'exportation vers l'Union européenne. La moindre participation du Mercosur aux disponibilités mondiales a permis aux pays européens de baisser leurs importations de viande bovine, et de gagner des parts de marché en développant leurs exportations non seulement de viande (Russie, Turquie) mais aussi de bovins vivants vers les pays méditerranéens, en particulier le Liban. Les pourparlers actuels en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur suscitent la crainte d'une concurrence accrue des importations de viande bovine qui nuirait à la production européenne.***

### **Des inquiétudes sur l'éventualité d'une libéralisation des échanges commerciaux entre l'Union européenne et le Mercosur**

Des pourparlers ont lieu entre l'Union européenne et le Mercosur dans la perspective de conclure un accord de libre-échange. Une libéralisation des échanges entre ces deux zones pourrait entraîner un développement des exportations agricoles du Mercosur vers l'Union européenne, en particulier de viande bovine. Les acteurs de la filière européenne bovine redoutent les effets néfastes qu'aurait cet accroissement des importations sur leur activité. Ils craignent que les enjeux pour l'ensemble des biens et services européens (40 milliards d'euros d'exportations totales de l'UE vers le Mercosur en 2010) laissent au second plan ceux des productions agri-

coles (19,7 milliards d'euros d'importations de produits agroalimentaires du Mercosur vers l'UE, dont 3,5 de produits d'origine animale, dont 1,3 milliard en viande bovine).

### **De 80 à 90 % des importations européennes de viande bovine en provenance du Mercosur**

Le commerce extérieur européen du secteur bovin avec les pays tiers porte principalement sur la viande bovine. En effet, le commerce extérieur d'animaux vivants est très faible avec les pays tiers, pour des raisons évidentes de difficulté de transport.

Les importations européennes de viande bovine sont de l'ordre de 1,5 milliard d'euros en 2006 et 2007, puis elles tombent à 1,3 milliard en 2008, et restent à ce niveau en 2009 et 2010. Les exportations sont quant à elles

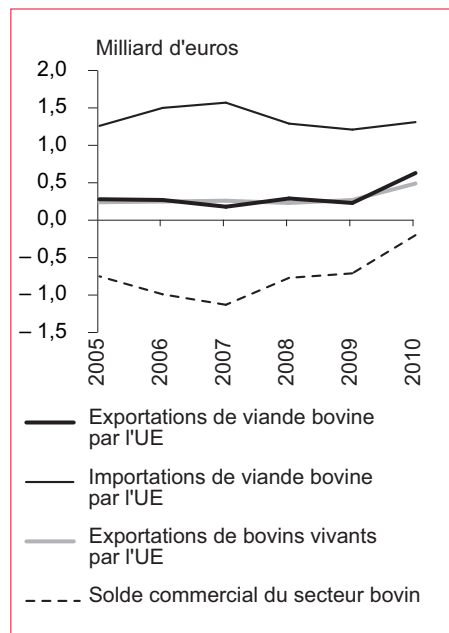
### **Mercosur, la 3<sup>e</sup> communauté de marché du Monde**

*Le Mercosur – littéralement, Marché commun du Sud – est une communauté économique de pays de l'Amérique du Sud. Créé en 1991, il comprend l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Venezuela, pays membre associé, est en cours d'adhésion. C'est la troisième communauté de marché dans le Monde, après l'Union européenne et l'Aléna (Accord de libre-échange nord-américain). À eux quatre, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay représentent une superficie presque trois fois plus étendue que l'UE, pour une population égale à la moitié.*

beaucoup plus faibles, de l'ordre de 0,2 milliard d'euros jusqu'en 2009, puis connaissent une embellie en 2010 (0,6 milliard d'euros).

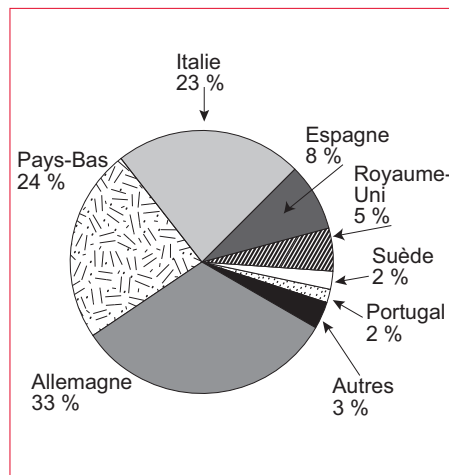
Le solde commercial du secteur bovin européen est négatif. Le déficit s'est beaucoup creusé en 2007 (- 1,1 milliard d'euros). Il se réduit à partir de 2008, pour n'être que de - 0,2 milliard en 2010.

### Le déficit commercial du secteur bovin se réduit en 2010



Source : Eurostat

### Allemagne, Pays-Bas et Italie sont les plus grands importateurs européens de viande bovine du Mercosur



Source : Eurostat - Données en valeur en 2010

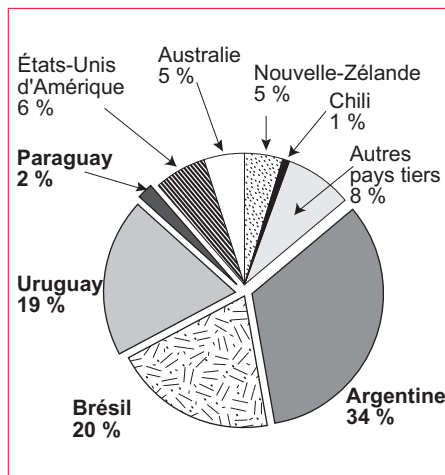
### Chute des importations venant du Brésil en 2008

Ces évolutions de l'ensemble du commerce européen bovin s'expliquent par les mouvements des importations de viande bovine en provenance du Mercosur. En 2010, celles-ci représentent en effet en valeur en 2010 78 % des importations de viande bovine, après avoir atteint 90 % en 2006. Les principaux pays de l'UE importateurs de viande bovine du Mercosur sont l'Allemagne (un tiers des importations en 2010), les Pays-Bas (24 %) et l'Italie (23 %).

En 2010, l'Argentine est le plus gros fournisseur de l'Union européenne (34 %), suivi par le Brésil (20 %) et l'Uruguay (19 %).

Jusqu'en 2007, le Brésil était le premier fournisseur de l'UE en viande bovine (51 % en 2007). La chute de ses exportations vers l'Europe à partir de 2008 s'explique d'abord par la limitation drastique du nombre d'exploitations éligibles à l'exportation vers l'Union européenne. L'embargo sanitaire répondait à un manque de traçabilité des animaux alors que sévissait la fièvre aphteuse. D'autre part, la forte progression de la demande intérieure brésilienne a fait flamber les prix de la viande. Le Brésil souffre d'un manque d'offre face à une demande intérieure très soutenue.

### Le Mercosur domine les importations de viande bovine de l'Union européenne



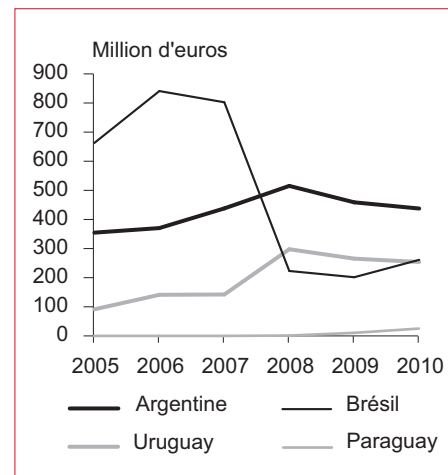
Source : Eurostat - Données en valeur en 2010

En 2009, l'Argentine et l'Uruguay compensent en partie la défaillance brésilienne en accroissant leurs exportations vers l'UE. Mais ces deux pays sont frappés par la sécheresse en 2008 et 2009. Ils subissent une forte décapitalisation de leurs troupeaux, qui se prolonge jusqu'en 2010. Face au manque de disponibilités et à la pression de la demande intérieure, l'Argentine limite ses exportations. Le cheptel semble amorcer sa reconstitution en 2010.

### Regain de compétitivité européenne

La forte chute des expéditions de viande bovine par le Mercosur et la relative faiblesse de l'euro donnent un regain de compétitivité à l'Union européenne en 2010. Les pays européens renforcent leurs exportations vers les pays tiers, délaissés par leurs fournisseurs sud-américains. L'essor des exportations porte à la fois sur la viande et sur les animaux vivants. Les exportations de l'Union européenne de viande bovine passent de 229 millions d'euros en 2009 à 626 millions d'euros en 2010. Les flux de viande bovine augmentent en particulier vers la Russie et la Turquie. Les exportations vers la Russie passent de 52 millions d'euros en 2009 à 197 en 2010. Le marché de la Turquie était fermé depuis la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

### En 2008, chute des importations européennes venant du Brésil

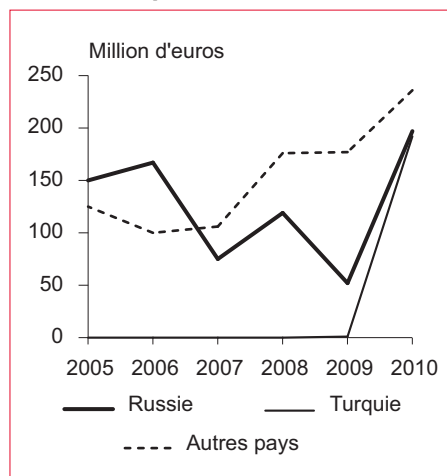


Source : Eurostat

Il est réouvert depuis octobre 2010, grâce à des droits de douanes réduits. Le gouvernement turc cherche par ce moyen à lutter contre la hausse des prix intérieurs de la viande, provoquée par un déficit de cheptel et une forte demande intérieure. Les exportations vers la Turquie en 2010 sont aussi fortes que celles vers la Russie (192 millions d'euros).

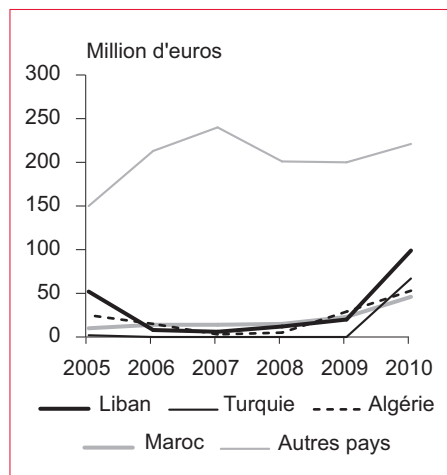
Les exportations de bovins vivants s'élèvent de 272 millions d'euros en 2009 à 485 millions en 2010. Elles se développent surtout vers les pays

### Fortes exportations de viande européenne en 2010, en particulier vers la Turquie et la Russie



Source : Eurostat

### Place majeure du Liban dans les exportations européennes de bovins vivants en 2010



Source : Eurostat

méditerranéens, principalement le Liban et la Turquie. Le Liban grimpe brusquement en 2010 à 21 % de l'ensemble.

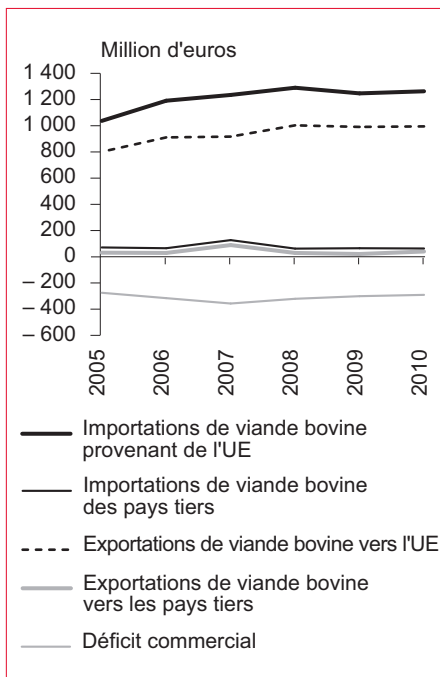
### La France importe un quart de sa consommation de viande bovine

La France arrive au premier rang dans la production bovine de l'Union européenne, avec 21 % de l'ensemble, en nombre de têtes en 2009. Elle est suivie par l'Allemagne (14 %), l'Italie et le Royaume-Uni (9 %), l'Espagne et la Pologne (7 %), l'Irlande (6 %) et les Pays-Bas (4 %).

Malgré l'importance de la production française, le déficit commercial français de viande bovine atteint 290 millions d'euros en 2010 (117 milliers de tonnes équivalent carcasse ou tec). Les importations atteignent en 2010 400 milliers de tec, ce qui représente 24,5 % de la consommation de viande bovine calculée par bilan (1,6 million de tec).

Le commerce extérieur de la France avec les pays tiers est faible par rapport au commerce avec les pays de l'Union européenne. Les importations directes françaises venant du Mercosur

### Le commerce extérieur de viande bovine de la France se fait principalement avec les pays de l'UE



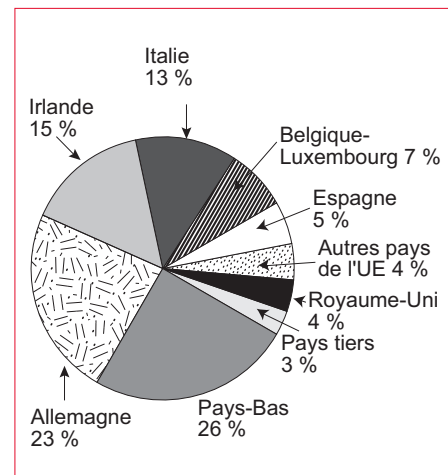
Source : DGDDI (Douanes)

ne représentent en 2010 en valeur que 1,2 % de l'ensemble des importations de viande bovine (2,5 % en 2007). La viande bovine importée par la France provient principalement des Pays-Bas (un quart en 2010), de l'Allemagne (23 %), de l'Irlande (15 %) et de l'Italie (13 %).

Une libéralisation du commerce entre le Mercosur et l'Union européenne devrait avoir en France des conséquences plus ou moins directes sur les flux de viande bovine. Tout d'abord, la France peut augmenter ses propres importations du Mercosur, pour l'instant modestes. Mais aussi, les autres pays de l'UE peuvent accroître leurs importations de viandes du Mercosur. Cela pourrait entraîner une hausse de leurs exportations vers la France, qu'il s'agisse de leur propre production ou de la revente de viandes importées, et une chute de leurs importations venant de la France.

Dans tous les cas, la concurrence accrue exercée par ces importations pèserait sur le marché européen dans son ensemble, et notamment sur les prix. De plus, si une reprise des exportations du Mercosur avait lieu aussi vers les pays hors UE, elle réduirait la demande des pays tiers auprès de l'Union européenne, en viande comme en bovins vivants. Les exportations qui se sont développées en 2010 vers le

### Les importations françaises de viande bovine proviennent principalement des Pays-Bas, de l'Allemagne, de l'Irlande et de l'Italie

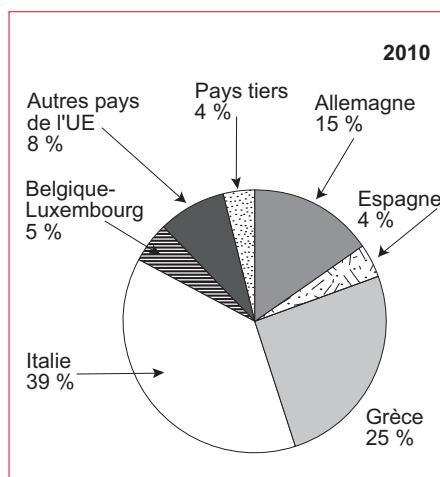


Source : DGDDI (Douanes) - Données en tec

Maghreb, l'Égypte, la Russie, le Moyen-Orient, la Turquie, pourraient se rétracter.

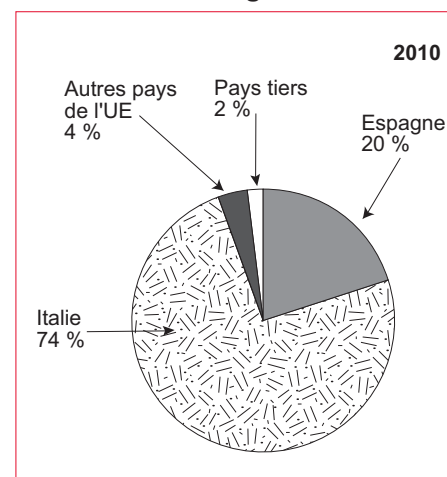
La France a une importante activité d'exportation d'animaux maigres (brou-tards). Sur le 1,4 million de bovins exportés par la France en 2010, 88 % sont des animaux d'élevage et 12 % des animaux finis. Les principaux débouchés de la France en animaux d'élevage sont l'Italie puis l'Espagne. Les difficultés de l'activité d'engraissement dans ces pays, dues au coût élevé de l'alimentation animale et à la baisse de la consommation de ce type de viande, seraient aggravées par une pression concurrentielle accrue de la viande venant du Mercosur. Ce débouché traditionnel pourrait aussi se réduire.

### Près des 2/3 des exportations françaises de viande bovine vont vers l'Italie et la Grèce



Source : DGDDI (Douanes) - Données en valeur

### L'Italie est la principale destination des exportations françaises d'animaux d'élevage



Source : DGDDI (Douanes) - Nombre de têtes

#### Sources et définitions

- Données internationales du commerce extérieur : Eurostat
- Commerce extérieur de la France, Eurostat, les Douanes
- Production indigène brute : Eurostat
- Consommation française de viande bovine : Agreste. Calculée par bilan, la consommation indigène contrôlée correspond aux abattages auxquels sont ajoutées les importations de viande et retranchées les exportations de viande

#### Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne dans Disar/Données en ligne/Rubriques/Élevage/Conjoncture animale/Conjoncture animaux de boucherie » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Animaux de boucherie » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Des équilibres régionaux fragiles pour l'approvisionnement en paille des litières animales », Synthèses Animaux de boucherie n° 2011/138, janvier 2011
- « 2010 : stabilisation de la production ovine et baisse de la consommation », Synthèses Animaux de boucherie n° 2011/142, mars 2011
- « La filière porcine française toujours en difficulté », Synthèses Animaux de boucherie n° 2009/77, juin 2009
- « Secousses sur le marché des brou-tards », Synthèses Animaux de boucherie n° 2009/65, mars 2009

[Retour éditorial](#)

## Production et consommation de pintade en repli depuis plus de dix ans, malgré des atouts

**L**a France est le principal producteur mondial de pintade. Pour autant, sa production baisse depuis plus de dix ans. Relativement pénalisée par rapport au poulet du fait de son prix et d'une moindre visibilité en magasin, cette production dispose néanmoins d'atouts comme celui de la restauration hors domicile. Le solde du commerce extérieur de pintades vivantes et de viandes et préparations est positif. Pour les éleveurs, la production de pintade est une production de diversification, complémentaire pour 93 % d'entre eux de l'élevage de poulets.

### La France au premier rang mondial pour la production, la consommation et l'exportation de pintade

Avec près de 40 milliers de tonnes produites en France en 2010, la production de pintade représente moins de 3 % de la production française de volaille et arrive en quatrième position après celles de poulet, de dinde et de canard. Elle devance celles d'oie, de caille, de pigeon et d'autruche.

Selon les estimations du Comité interprofessionnel de la pintade (Cip), la production française de pintade représenterait les trois quarts de la production européenne et les deux tiers de la production mondiale.

Néanmoins, la pintade ne bénéficie pas du dynamisme du poulet. Cela peut résulter de son prix à la consom-

mation un peu plus élevé, qui se situe à 7,91 euros le kg (€/kg) en 2010 contre 6,13 €/kg pour le poulet. Une moindre visibilité en rayon est également évoquée par le Cip. Faisant cependant partie des viandes bon marché, la pintade a plutôt bien résisté à la crise économique de fin 2008 – début 2009, mais moins bien que le poulet qui reste la viande de volaille la plus consommée en France.

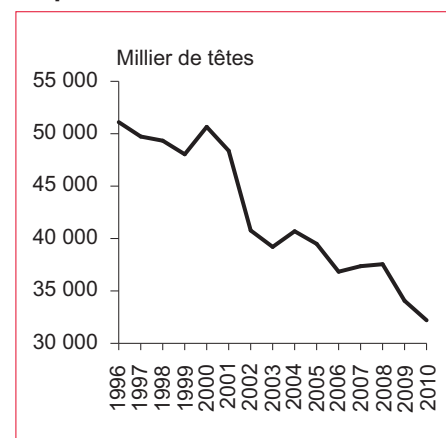
### Baisse tendancielle de la production depuis plus de dix ans

En 2010, les mises en place de pinta-deaux ont baissé de 37 % par rapport à 1996.

Sur la même période, les abattages ont aussi reculé (- 28 %). En 2000 et 2001, la pintade profite, comme d'autres volailles, des conséquences

des crises ovine et bovine et, ponctuellement, le volume des abattages dépasse alors 46 milliers de tonnes.

### De 1996 à 2010, les mises en place de pinta-deaux baissent de 37 %



Source : Agreste

De 1997 à 2010, les productions et consommation indigène brute, calculées par bilan, se replient chacune d'un tiers environ. Le secteur de la pintade résiste un peu mieux que celui du poulet aux craintes liées à la crise de l'influenza aviaire, intervenue entre octobre 2005 et le début de l'été 2006. Entre 2005 et 2006, la production indigène brute de pintade s'est en effet repliée de 10 %, tandis que celle de poulet a reculé de 13 % ; et la consommation indigène brute de pintade a

diminué de 1 %, pendant que celle de poulet s'est repliée de 2 %. En 2007, la consommation de pintade a ensuite repris assez fortement (+ 4 %) par rapport à 2006. Cette hausse de la consommation a incité les éleveurs à augmenter les mises en place de pintadeaux (+ 1,5 % en 2007, puis + 0,5 % en 2008). À l'inverse, celles-ci ont baissé en 2009 (- 9 %), puis 2010 (- 5 %).

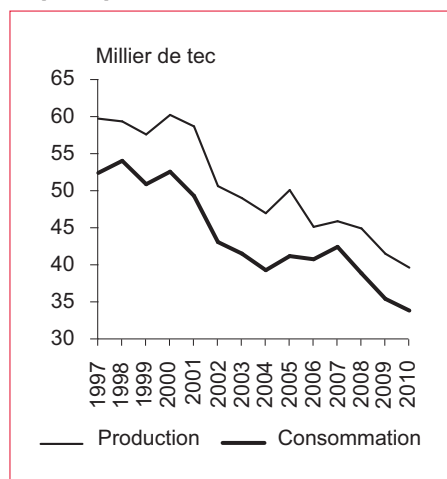
exportées annuellement contre 50 à 250 tonnes importées. Au cours de la période 1996-2010, les volumes exportés représentent entre 5 % et 7 % de la production indigène brute. Sur la même période, le solde extérieur en valeur varie entre sept et dix millions d'euros.

En 2010, l'Union européenne constitue le débouché essentiel de la France pour les viandes et préparations de pintades (95 % du total exporté, contre 36 % pour le Royaume-Uni, 32 % pour l'ensemble Belgique-Luxembourg et 17 % pour l'Allemagne). Depuis plus de dix ans, les exportations vers l'Union européenne se maintiennent au-dessus de ce seuil de 90 % des exportations totales françaises de viandes et préparations de pintades.

### Taux de pénétration plutôt faible dans le marché des viandes et cours à la production relativement élevés

Selon Kantar WordIPanel pour FranceAgriMer, le taux de pénétration de la pintade dans le marché des viandes de volaille est plutôt faible (autour de 3 ou 4 %). Il double au moment des fêtes de fin d'année, confirmant la vocation festive de cette volaille. Quelle que soit la période, la pénétration du

### La production et la consommation de pintades baissent depuis plus de dix ans



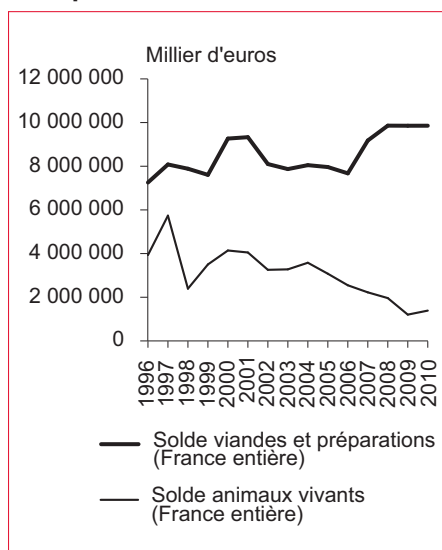
Source : Agreste

### Excédent du solde commercial pour les pintades vivantes, et les viandes et préparations de pintade

Le solde extérieur de pintades vivantes est largement positif. En 2010, près de trois millions de têtes sont exportés contre 150 milliers importés. Les exportations de pintades vivantes représentent quasiment 9 % de la production totale de pintades, en têtes. À compter de 2006, le nombre de pintades exportées baisse du fait de la réduction des achats italiens. En valeur, le solde extérieur des pintades vivantes s'élève en 2010 à 1,4 million d'euros.

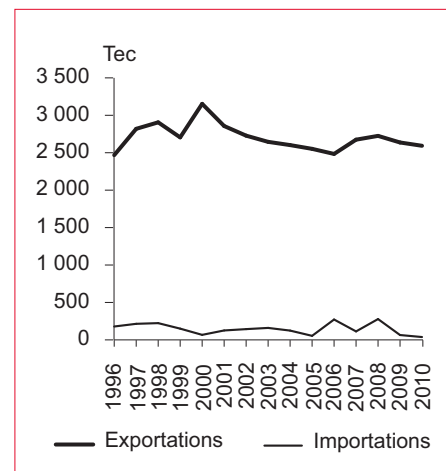
Le commerce extérieur de viandes et préparations de pintade est aussi largement positif. Depuis 1996, il est bénéficiaire en volume et relativement stable avec environ 2 500 tonnes

### Les soldes en valeur du commerce extérieur de pintades vivantes et de viandes et préparations de pintades sont positifs



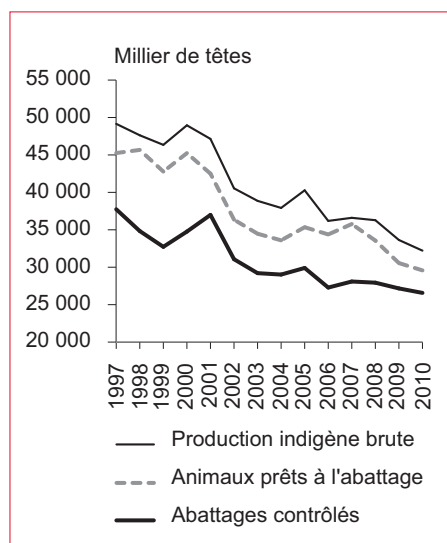
Source : DGDDI (Douanes)

### Le solde en volume du commerce extérieur de viandes et préparations de pintades est largement positif



Source : DGDDI (Douanes)

### La production indigène brute baisse de 1997 à 2010

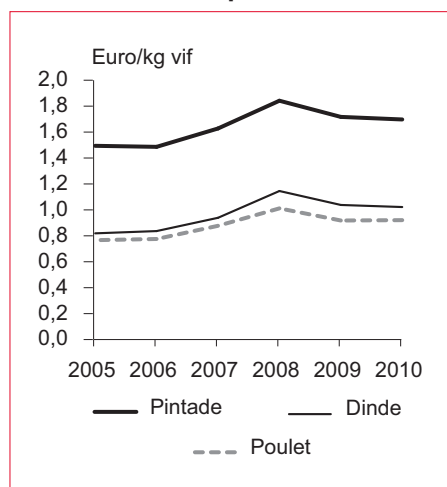


Source : Agreste

marché par la pintade reste largement inférieure à celle du poulet, et a fortiori, à celles du porc et du bœuf. Ce taux correspond à la proportion de panélistes ayant acheté au moins une fois de la pintade au cours d'une période de quatre semaines.

Selon Kantar WordIPanel pour FranceAgriMer, de 2005 à 2009, les quantités de pintades achetées sur le

### Le cours moyen à la production de la pintade est supérieur à ceux de la dinde et du poulet



Sources : Agreste, Insee

territoire français ont baissé de 12 % et les sommes dépensées se sont réduites de 2 %. En 2010 à l'inverse, la situation s'améliore par rapport à 2009 : les quantités de pintades achetées augmentent de 5 % et les sommes dépensées de 7 %.

Le cours moyen à la production de la pintade se maintient plutôt bien actuellement, après un pic en 2008. Il suit l'évolution du cours moyen des principales volailles, en lien notamment avec l'évolution commune de leurs coûts de production.

### Une part importante de la production sous label rouge

D'après les données 2009 de l'enquête Qualité réalisée par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), les abattages de pintades label rouge représentent 37 % des abattages contrôlés de l'ensemble pintade. À titre de comparaison, pour la même année, le poulet label atteint seulement 16 % des abattages de l'ensemble poulet. La pintade label rouge résiste un peu mieux que l'ensemble pintade : les tonnages de pintades label ne diminuent que de 22 % de 2001 à 2009, contre - 26 % pour l'ensemble.

Depuis plusieurs années, se développe la commercialisation du chapon de pintade, notamment au moment des fêtes. Sa production est apparue au début des années 1990. Consommé principalement en fin d'année, le chapon de pintade est destiné à être abattu à un âge minimal de 150 jours pour un poids moyen vif proche de 2,8 kg. En comparaison et selon l'enquête Accouveurs réalisée par le SSP, le poids moyen d'une pintade est de 1,23 kg, et sa durée d'élevage de 75 jours environ.

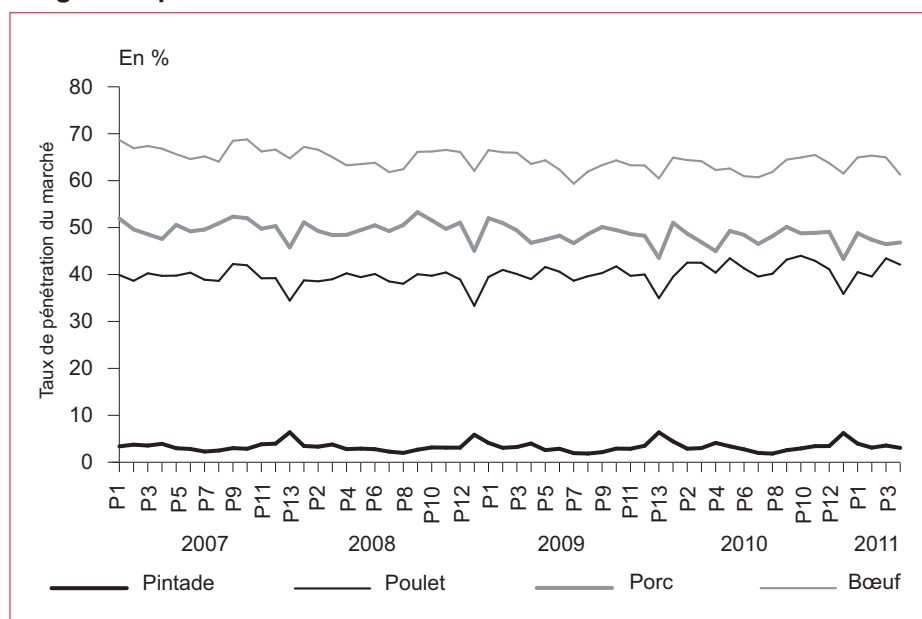
Selon le Syndicat national des labels avicoles de France (Synalaf), 238 milliers de chapons de pintades ont été produits en France en 2009, soit une progression de 25 % par rapport à 2008. La production de chapons de pintade représente près de 1 % de la production indigène de pintade en 2009.

### Les découpes, un atout pour la filière

Comme pour d'autres volailles, selon le Comité interprofessionnel de la pintade, « les achats de pintade disposent d'une marge de progression, notamment sur l'offre de découpes et les produits élaborés et transformés à base de pintade ».

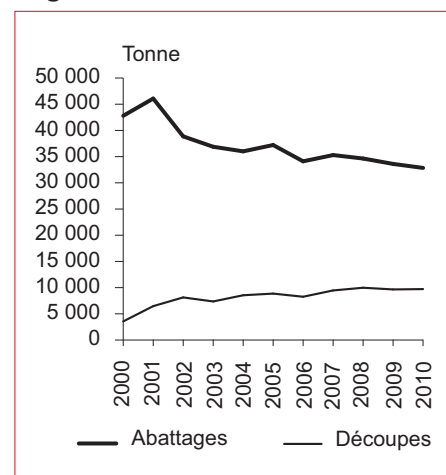
La découpe de pintade est d'ores et déjà en forte progression depuis l'année 2000, selon l'enquête auprès des

### La pénétration du marché par la pintade reste faible, malgré des pics liés essentiellement aux fêtes de fin d'année



Source : Kantar WordIPanel pour FranceAgriMer - Viandes fraîches hors élaborés achetées par période de 4 semaines

### La part de la découpe de pintade augmente



Source : Agreste



ateliers de découpe réalisée par le SSP. Les découpes représentaient 8 % de l'ensemble des abattages en 2000. Elles représentent près de 30 % des volumes abattus en 2010. À titre de comparaison, les découpes de poulets représentaient 26 % de l'ensemble des abattages en 2000 pour 29 % en 2010.

Par ailleurs, la pintade se singularise par ses circuits de distribution, car elle est plutôt bien représentée dans la restauration hors domicile (RHD), notamment dans les restaurants, grâce notamment à la découpe des suprêmes et cuisses.

Le Comité interprofessionnel de la pintade fait des efforts promotionnels pour soutenir la consommation de pintade, en organisant une campagne de communication initiée en 2009, s'appuyant sur le slogan « La pintade, quel tempérament », notamment à destination des populations plus jeunes. Par ailleurs, des réflexions sont en cours au niveau professionnel pour mettre en œuvre un plan de relance économique de la filière. L'objectif est de reprendre des parts de marché, en particulier au niveau de la grande distribution.

### Reprise de la production en 2011

En termes de production, l'année 2011 démarre plutôt bien pour la filière. Au cours du premier trimestre 2011, les abattages contrôlés de pintades augmentent de plus de 1 % par rapport au premier trimestre de 2010 et les mises

en place de pintadeaux progressent de plus de 7 %.

La production reprend sur fond de progression des prix : l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) de la pintade augmente de 15 % en mars 2011 par rapport à mars 2010. L'évolution favorable du prix s'inscrit dans le contexte haussier des coûts de production : l'indice des prix d'achat des matières premières agricoles (Ipampa) de l'aliment pour pintade augmente de 22 % d'avril 2010 à avril 2011. L'Ipampa correspond à des prix de vente aux producteurs. Ces prix sont lissés par rapport au coût des matières premières comme toujours au stade de la distribution. Dans le même temps, l'indice « Coût matières premières » pour la pintade calculé par l'Itavi représentant le coût d'achat des matières premières par les fabricants d'aliments, a progressé de près de 40 %.

En termes de commerce extérieur, les exportations de viandes et préparations de pintade du premier trimestre 2011 se replient de 20 % par rapport au premier trimestre 2010.

Selon Kantar WordIPanel pour FranceAgriMer, les quantités de pintades achetées sur le territoire français se sont réduites de 1,3 % au premier trimestre 2011 par rapport au premier trimestre 2010, alors que les sommes dépensées ont progressé de plus de 7 %. Le prix moyen sur la période est passé de 7,67 €/kg à 8,32 €/kg.

### La pintade est une production de diversification

*Le plus souvent, les éleveurs de pintade ne sont pas des éleveurs dédiés : ils élèvent la pintade en alternance avec le poulet essentiellement, et avec d'autres espèces, comme la dinde.*

*L'enquête Aviculture, réalisée par le SSP sur les productions avicoles de l'année 2008, a recensé près de 3 000 éleveurs de pintades en France, le nombre d'éleveurs de gallus s'élevant à un peu plus de 10 500. Seuls 4 % des éleveurs de pintades réalisent cette production de manière exclusive : 93 % d'entre eux élèvent également du poulet, entre autres productions avicoles.*

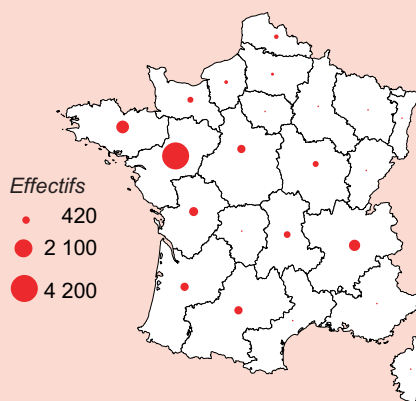
### La pintade, élevée pour sa chair, consomme plus d'aliments à poids égal que le poulet

*La pintade est élevée pour sa chair, principalement en France, premier pays producteur de pintades, où elle est considérée comme domestique. Elle est en fait originaire d'Afrique où elle vit à l'état sauvage sur la majeure partie du continent. Le nom latin de la pintade commune, numida meleagris, a donné son nom à l'élevage de pintades, la mélagriculture.*

*Selon l'Itavi, en 2009, la pintade standard dispose d'un indice de consommation égal à 2,81 pour un âge d'abattage moyen de 77 jours. Quant à la pintade label, son indice de consommation se situe à 3,84 pour un âge d'abattage moyen de 99 jours. Pour repère, l'indice de consommation du poulet standard est de 1,83 pour un âge d'abattage moyen de 38 jours, celui du poulet label est de 3,16 pour un âge d'abattage moyen de 88 jours. L'indice de consommation correspond au nombre de kilogrammes d'aliment nécessaire à la production d'un kilogramme de viande de l'animal.*

### La production de pintade est très localisée

*Entre 1989 et 2009, les effectifs de pintade dans les élevages français se sont réduits d'un quart, selon la statistique annuelle agricole. Comme beaucoup de productions avicoles, la production de pintade est très localisée. Depuis 2000, la répartition de la production a évolué : la part de la Bretagne qui approchait alors 20 % n'est plus que de 12 % en 2009, alors que celle des Pays de la Loire qui représentait un peu plus d'un tiers du total s'élève à 42 % en 2009.*



## Sources et définitions

### Sources

- La statistique agricole annuelle (SSP) : productions
- L'enquête mensuelle auprès des abattoirs de volailles et de lapins (SSP) : abattages de volailles en têtes et en tonnes-équivalent-carcasse (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des accoueurs et sélectionneurs (SSP) : mises en place
- L'enquête Qualité (SSP) : données concernant les volailles label
- FranceAgriMer-SNM : cotations
- Kantar WordIPanel pour FranceAgriMer : statistiques d'achats des ménages, et données pour le calcul des prix moyens à la consommation
- DGDDI (Douanes) : données de commerce extérieur

### Définitions

- Consommation indigène calculée par bilan (en tec) = Production (abattages) + Importations viandes et préparations – Exportations viandes et préparations – Variation de stocks
- Production indigène calculée par bilan (en tec) = Animaux finis, prêts à l'abattage (calcul théorique à partir des mises en place) + Exportations animaux vivants – Importations animaux vivants
- Taux de pénétration dans le marché : proportion de panélistes ayant acheté au moins une fois de la pintade au cours d'une période de quatre semaines
- Ipampa : correspond à des prix de vente aux producteurs. Ceux-ci sont lissés par rapport au coût des matières premières, comme toujours au stade de la distribution.
- Indice « Coût matières premières » : calculé par l'Itavi, il représente le coût d'achat des matières premières par les fabricants d'aliments.

## Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Aviculture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de volaille en hausse au cours du premier trimestre », Infos rapides Aviculture n° 6/11, juin 2011
- « La filière lapin souffre du repli chronique de sa consommation », Synthèses Aviculture, n° 2010/135, décembre 2010
- « En 2009, malgré la crise économique, la consommation française de foie gras a augmenté », Synthèses Aviculture, n° 2010/119, juillet 2010
- « Entre 2004 et 2008, les élevages de poulet se concentrent », Synthèses Aviculture, n° 2010/102, janvier 2010

# ORGANISMES

**Agreste** : données collectées et diffusées par le SSP  
**AGPB** : Association générale des producteurs de blé et autres céréales  
**AGPM** : Association générale des producteurs de maïs  
**BNIC** : Bureau national interprofessionnel du cognac  
**CGB** : Confédération générale des planteurs de betteraves  
**CIC** : Conseil international des céréales  
**Cidef** : Comité interprofessionnel de la dinde  
**Cifog** : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras  
**Cip** : Comité interprofessionnel de la pintade  
**CNCA** : Caisse nationale de crédit agricole  
**Cniel-Iri** : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.  
**CNIPT** : Comité interprofessionnel de la pomme de terre  
**Coceral** : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne  
**Coop de France**  
**DGAL** : Direction générale de l'alimentation  
**DGI** : Direction générale des impôts  
**DGCCRF** : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes  
**DGDDI** : Direction générale des douanes et droits indirects  
**DGPAAT** : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires  
**DSV** : Direction des services vétérinaires  
**Eurostat** : office statistique des communautés européennes  
**FranceAgriMer** : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009  
**FAO** : Food and agriculture organisation  
**FOP** : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux  
**GIPT** : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre  
**GNIS** : Groupement national interprofessionnel des semences et plants  
**Inra** : Institut national de la recherche agronomique  
**Insee** : Institut national de la statistique et des études économiques  
**Itavi** : Institut technique de l'aviciculture  
**Matif** : Marché à terme international de France  
**OCM** : Organisation commune des marchés  
**Oilworld** : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals  
**OIS** : Organisation mondiale du sucre  
**OIV** : Organisation internationale de la vigne et du vin  
**OP** : Organisme de producteurs  
**RNM** : Réseau des nouvelles des marchés  
**SSP** : Service de la statistique et de la prospective  
**Snia** : Syndicat national des industriels de la nutrition animale  
**SNFS** : Société nationale des fabricants de sucre  
**Synalaf** : Syndicat national des labels avicoles de France  
**UE** : Union européenne (à 27 à partir de 2007)  
**Unctad** : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)  
**Unifa** : Union des industries de la fertilisation  
**Unip** : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines  
**USDA** : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)

# ABRÉVIATIONS

**AB** : agriculture biologique  
**AOC** : appellation d'origine contrôlée  
**AOP** : appellation d'origine protégée  
**ACE** : aides aux cultures énergétiques  
**BDNI** : base de données nationales d'identification  
**BTP** : bâtiment et travaux publics  
**Caf** : coût, assurance, fret  
**Cib** : consommation indigène brute

**Cic** : consommation indigène corrigée  
**CJO** : corrigé des jours ouvrables  
**CPA** : classification de produits associés aux activités  
**CPF** : classification de produits française  
**CVJA** : corrigé des variations journalières d'abattages  
**CVS** : corrigé des variations saisonnières  
**Fab** : franco à bord  
**Fob** : free on board  
**Ica** : Indice de chiffre d'affaires  
**IGP** : indication géographique protégée  
**IAA** : industries agroalimentaires  
**Ipa** : indice de prix de l'alimentation animale  
**lpampa** : indice des prix d'achat des moyens de production agricole  
**IPC** : indice des prix à la consommation  
**Ipi** : indice des prix industriels  
**IPP** : indice de production industrielle  
**Ippap** : indice des prix des produits agricoles à la production  
**IPVI** : indice des prix de vente industriels  
**Isop** : informations et suivi objectif des prairies  
**Min** : marchés d'intérêt national  
**mm3, mm12** : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois  
**NC** : nomenclature combinée  
**Otex** : orientation technico-économique des exploitations  
**Pac** : poulet prêt à cuire  
**Pib** : production indigène brute  
**Pic** : production indigène contrôlée  
**SAA** : statistique agricole annuelle  
**Sap** : statistique annuelle provisoire  
**Smic** : salaire minimum interprofessionnel de croissance  
**SRW** : soft red winter  
**tec** : tonne-équivalent-carcasse  
**teoc** : tonne-équivalent-œuf-coquille  
**TIPP** : taxe intérieure sur les produits pétroliers  
**TNO** : tendance nationale officielle  
**VAIG** : vins avec indication géographique  
**VCC** : vins de consommation courante  
**VDQS** : vins délimités de qualité supérieure  
**VQPRD** : vins de qualité produits dans des régions délimitées  
**VSM** : viande séparée mécaniquement

## Pour en savoir plus

- **Le site Agreste de la statistique agricole** : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- **Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés** : [www.snm.agriculture.gouv.fr](http://www.snm.agriculture.gouv.fr)

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- **Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA)** : [agreste-info@agriculture.gouv.fr](mailto:agreste-info@agriculture.gouv.fr)

Le CDIA est ouvert les lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



## Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité  
et de l'Aménagement du Territoire  
Secrétariat Général

**SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**  
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald  
Rédacteur en chef : Christine Deroin  
Composition : SSP Beauvais  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 1274-1086  
© Agreste 2011

**Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole**  
[www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)